

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LA POLITIQUE DE SÉCURITÉ ET DE DÉFENSE DE LA POLOGNE :

DE L'OTAN À L'ENTRÉE DANS L'UNION EUROPÉENNE

MÉMOIRE

PRÉSENTÉ

COMME EXIGENCE PARTIELLE

DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR

JEAN-FRANÇOIS LISI

NOVEMBRE 2007

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

AVANT-PROPOS

Plusieurs facteurs ont contribué à me faire choisir le présent sujet pour mon mémoire de maîtrise. Le plus important est sans doute ma fascination d'enfant devant le drame de la Deuxième Guerre mondiale. Très jeune, je me suis intéressé à ce conflit, aux armes utilisées, aux protagonistes, mais également aux histoires humaines, celles de courage comme celles d'horreur, celles des soldats et celles des citoyens de tous les camps. Cet intérêt m'a suivi tout au cours de ma vie, m'amenant à faire porter mon éducation universitaire de premier cycle sur l'histoire moderne de l'Europe, et tout particulièrement l'histoire de l'Europe centrale et de l'Est. Cet intérêt pour ces questions du passé m'a amené à me pencher sur l'état actuel de cette région en ce qui a trait aux questions de sécurité et de défense.

Une fois cette décision prise, il ne me restait qu'à préciser mon choix! Mes lectures m'ont amené à penser que les États d'Europe centrale et de l'Est ayant vécu sous la tutelle soviétique au cours de la Guerre froide et ayant entrepris depuis une transition libérale et démocratique présentaient un intérêt particulier. Peu de choses sur leur conception de la sécurité étaient connues, et beaucoup d'incompréhension semblait régner sur les facteurs motivant leurs choix. Après avoir lu sur plusieurs d'entre eux, la Pologne a capté mon attention. Son histoire complexe avait déjà attiré mon attention par le passé, mais ce sont les développements récents qui confirmèrent mon choix. La Pologne faisait partie des trois premiers États anciennement communistes d'Europe centrale et de l'Est à rejoindre les rangs de l'OTAN, et elle s'apprêtait à rejoindre les rangs de l'Union européenne. Il s'agissait également de l'État avec le territoire le plus vaste et la population la plus nombreuse qui avait participé à cette première vague d'élargissements, à la fois du côté de l'OTAN et du côté de l'Union européenne.

J'ai aussi décidé d'aborder le sujet pour tenter de faire tomber les incompréhensions qui peuvent encore régner à propos des facteurs influant sur les choix de la Pologne en matière de sécurité et de défense. J'ai choisi une approche théorique qui utilise des concepts d'identités et de préférences, une approche théorique qui met en avant les relations changeantes entre les États. Il me semblait inadéquat de penser qu'après avoir vécu une transformation aussi importante de sa société, de ses institutions, bref, de l'ensemble de ses repères, un État comme la Pologne puisse instinctivement agir en accord avec certaines théories qui tiennent pour acquis un trop grand nombre de facteurs qui avaient été appelés à changer au cours des deux décennies précédentes.

Finalement, il me semblait naturel de situer mes recherches sur la période entre l'adhésion de la Pologne à deux organisations européennes jouant un rôle important sur la scène internationale et considérées par plusieurs comme les deux principales organisations présentes sur le territoire européen, soit l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord et l'Union européenne. Cette période s'est aussi avérée riche en événements, et c'est sans grande hésitation que j'ai retenu comme méritant une attention particulière la crise du Kosovo, les attentats du 11 septembre 2001 sur le territoire des États-Unis, l'invasion et l'occupation de l'Irak par la « coalition des volontaires » menée par les États-Unis et dont la Pologne fait partie, et finalement la naissance et l'élaboration d'une politique européenne de sécurité et de défense au sein de l'Union européenne. Le sujet de mon mémoire étant ainsi délimité, j'entrepris mes recherches, et les pages qui suivent contiennent les résultats issus de celles-ci.

Avant d'aller plus loin, il est important pour moi de souligner que l'écriture d'un mémoire n'est pas un geste isolé. Depuis le début de ma maîtrise, un nombre considérable d'événements se sont produits dans mon quotidien, heureux et moins heureux. Par moments, j'ai dû laisser mes études de côté pour faire face à des contraintes de nature personnelles, et j'ai aussi envisagé en plusieurs occasions l'idée d'abandonner purement et simplement mes études de deuxième cycle. Aujourd'hui, c'est avec une certaine fierté que je contemple le résultat des trois

dernières années, à la fois au niveau scolaire et personnel. Il m'aurait été impossible de traverser cette période de ma vie et de terminer ce mémoire sans le soutien des gens qui m'entourent. De nombreux remerciements s'imposent, mais je me limiterai à ceux que j'estime les plus importants. Personne n'a été oublié, mais un choix devait être fait pour des raisons de concision. J'espère que personne ne m'en tiendra rigueur.

À mon directeur de mémoire, Alex Macleod, pour ses conseils, sa rigueur et sa patience.

Aux professeurs John W. Hellman, feu Hans Walter Frischkopf et Michel Roche, pour leur influence et pour avoir cru en moi.

À mes grands parents, Léo et Henriette, pour leur soutien financier sans lequel je n'aurais sans doute pas terminé ce mémoire.

À mes parents, Jean et Claudette, pour leur soutien moral inébranlable et leur amour tout aussi inébranlable.

Aux nombreuses personnes de ma famille et de mon entourage qui m'ont écouté, conseillé et changé les idées au cours de cette maîtrise. Bien que ce soit ingrat de ma part, je tiens à souligner la contribution de quelques personnes, sans autre ordre précis que celui de leurs prénoms : Ariane Rousseau-Dupont, Aurélie Bruhl, Bertille Marton, Catherine Chaput, Geneviève Larouche, Josée Provençal, Nicholas Bellerose, Robert Beaudry, Stelio Houlis, Valérie Burke, et Valérie Parent.

Pour finir, le plus grand des merci va à Gabriel Saubat. Gab, je ne sais pas comment tu fais pour me supporter depuis si longtemps. Je ne réaliserai sans doute jamais tout ce que je te dois. Je crois t'avoir remercié souvent, et je suis convaincu que j'aurai encore souvent l'occasion de le faire, mais je tenais tout particulièrement à vous dédier, à toi et à ta fille Rosalie, ce mémoire.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS.....	ii
LISTE DES ABRÉVIATIONS.....	vii
RÉSUMÉ	viii
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I LA CRISE DU KOSOVO	16
1.1 La Pologne et l'OTAN	16
1.2 La crise du Kosovo	21
1.3 Les conséquences de la crise du Kosovo	29
CHAPITRE II LES ATTENTATS DU 11 SEPTEMBRE 2001.....	32
2.1 Avant les attentats.....	32
2.2 Les réactions immédiates	34
2.3 L'impact sur les réformes internes polonaises.....	42
CHAPITRE III LA CRISE IRAKIENNE	48
3.1 La crise diplomatique	48
3.2 Les opérations militaires	53
3.3 Les conséquences de la participation polonaise	62

CHAPITRE IV	
LA CRÉATION DE LA PESD.....	65
4.1 L'Union européenne vue de la Pologne.....	65
4.2 La PESD et la Pologne : des débuts difficiles.....	68
4.3 L'évolution polonaise en faveur de la PESD.....	74
CONCLUSION.....	83
BIBLIOGRAPHIE	88

LISTE DES ABRÉVIATIONS

IFOR :	Force d'implémentation (<i>Implementation Force</i>)
ONU :	Organisation des Nations unies
OTAN :	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, aussi surnommée Alliance ou Alliance atlantique
PESC :	politique étrangère et de sécurité commune
PESD :	politique européenne de sécurité et de défense
POLUKRBAT :	Bataillon Pologne-Ukraine (<i>Polish-Ukrainian Battallion</i>)
RFY :	République fédérale de Yougoslavie
UEO :	Union de l'Europe occidentale
UNPREDEP :	Force de déploiement préventive des Nations unies (<i>United Nations Preventive Deployment Force</i>)

RÉSUMÉ

La Pologne fait partie des premiers États anciennement communistes d'Europe centrale et de l'Est à devenir membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et de l'Union européenne. Entre ces deux dates historiques, certaines décisions prises par la Pologne en matière de sécurité et de défense furent sévèrement critiquées par certains États membres de ces deux organisations, et ces critiques reflétaient une incompréhension des facteurs influant sur les choix polonais. Avec pour objectif d'éclairer ces facteurs, quatre événements touchant à la politique polonaise de sécurité et de défense sont examinés, soit la crise du Kosovo, les attentats terroristes du 11 septembre 2001, l'invasion et l'occupation de l'Irak, et la participation polonaise à l'élaboration d'une politique européenne de sécurité et de défense au sein de l'Union européenne. Analysés à l'aide du constructivisme d'Alexander Wendt, et plus particulièrement à l'aide des concepts d'identité et de préférences, ce mémoire retrace et explique les choix polonais au cours des événements choisis et explique à travers les facteurs identifiés au cours de ces événements l'évolution de la Pologne d'une position résolument favorable aux positions des États-Unis vers une position toujours favorable, mais plus critique vis-à-vis de ces derniers en matière de sécurité et de défense d'un côté, et de l'autre, le rapprochement parallèle de la Pologne avec l'Union européenne en ce qui a trait au développement de la politique européenne de sécurité et de défense, évoluant d'une position polonaise de soutien sceptique à une position de soutien actif et résolument favorable à une plus grande intégration en matière de sécurité et de défense entre les États membres de l'Union européenne au sein de cette dernière.

Mots-clés : Pologne; Sécurité nationale; Relations internationales; Organisation du traité de l'Atlantique Nord; Union européenne

INTRODUCTION

Depuis la fin de la Guerre froide, l'environnement en matière de sécurité et de défense a énormément changé sur la scène internationale, mais nulle part autant qu'en Europe centrale et de l'Est. Plusieurs États ont amorcé et complété à divers degrés une transition postcommuniste au cours des dix-huit dernières années, mais parmi ceux-ci, la Pologne se démarque. La transition polonaise s'est effectuée à une vitesse et avec un degré de réussite pris en exemple par d'autres États. La Pologne s'est également efforcée de prendre une place importante au niveau international par ses paroles et par ses actions. En termes de sécurité et de défense, la Pologne est l'un des trois premiers États anciennement communistes d'Europe centrale et de l'Est à devenir membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), et depuis son adhésion, la Pologne se démarque également par le rôle actif qu'elle a pris sur la scène internationale en matière de sécurité et de défense. Ce mémoire de maîtrise portera donc sur la politique polonaise de sécurité et de défense au cours d'une période d'environ cinq ans ayant suivi l'intégration de la Pologne au sein de l'OTAN. Les dates précises délimitant la période choisie sont le 12 mars 1999, jour de l'accession officielle de la Pologne au statut de membre de l'OTAN, et le 1er mai 2004, soit la date officielle de l'intégration de la Pologne au sein de l'Union européenne.

Plus précisément, plusieurs propos et actions de la Pologne au cours de la période couverte ont été accueillis avec incompréhension par plusieurs observateurs et plusieurs États. L'exemple le plus évocateur est le choix de participer à l'invasion de l'Irak aux côtés des États-Unis alors que la Pologne négociait son adhésion à l'Union européenne et que deux des États les plus importants de l'Union européenne, soit la France et l'Allemagne, qui étaient résolument opposées à cette invasion, manifestèrent leur mécontentement face à la décision polonaise. Cette

décision polonaise a donc suscité des critiques, mais également des éloges, mais bien peu de ces critiques et de ces éloges semblent avoir été basés sur une compréhension réelle des raisons ayant poussé la Pologne à faire ce choix. Alors que certains lui demandaient de choisir entre les États-Unis et l'Union européenne, la Pologne restait insensible à ces appels, suscitant à la fois suspicions, critiques et incompréhension. La Pologne était pourtant appelée à devenir membre de l'Union européenne, et cette incompréhension risquait de nuire à ses négociations d'adhésion à cette organisation. La Pologne s'aliénait-elle volontairement l'Europe en faveur des États-Unis? L'hypothèse de départ de ce mémoire est que tel n'est pas le cas, et qu'une autre explication, plus complexe, doit permettre de mieux comprendre les actions polonaises, et c'est ce que ce mémoire s'efforcera de démontrer.

Bien que la Pologne soit un sujet de recherche relativement populaire en matière de sécurité et de défense, il convient de noter que la littérature existante ne permet pas de répondre à ces questions. En effet, plusieurs ouvrages récents ont tenté de réconcilier de façon ouverte les notions d'identités et l'étude des questions de sécurité et de défense. Parmi ceux-ci, citons *The Culture of National Security: Norms and Identity in World Politics*¹, dirigé par Peter J. Katzenstein, ou encore l'édition de mars 2004 de la *Revue Études internationales*². Dans ces deux exemples, et lors d'autres lectures effectuées dans des ouvrages similaires, aucun texte ne traitait spécifiquement de la Pologne. Il est aussi remarquable de voir que de nombreux textes se servent de l'histoire pour justifier certaines attitudes de la Pologne, mais sans jamais en venir à parler d'identités de façon cohérente. À titre d'exemple,

1 Peter J. Katzenstein (dir.), *The Culture of National Security : Norms and Identity in World Politics*, New York, Columbia University Press, 1996.

2 Alex Macleod, Isabelle Masson et David Morin, « Identité nationale, sécurité et la théorie des relations internationales », *Revue Études internationales*, vol. XXXV, no 1, mars 2004, pp. 7-24.

mentionnons le texte de Olaf Osica³ et celui de Marcin Zaborowski et Kerry Longhurst⁴.

Les aspects de la politique polonaise de sécurité et de défense qui attirent sans conteste l'attention la plus soutenue sont ceux, intimement liés et difficiles à différencier par moment, des relations entre la Pologne et les États-Unis d'un côté, et de l'autre, de la Pologne en tant qu'État membre de l'OTAN et des impacts que son appartenance à l'OTAN ont sur son approche des relations internationales. Ces deux aspects sont souvent regroupés sous l'appellation de relations transatlantiques et sont parfois utilisés comme une approche englobante qui permet de toucher à de plus vastes horizons que simplement ceux de l'OTAN. Il est possible de le voir dans le texte de Andrzej Kapiszewski et Chris Davis⁵, qui utilise le filtre des relations transatlantiques comme principal moteur de la sécurité polonaise. Ce texte utilise abondamment lui aussi les références historiques pour expliquer le comportement polonais, mais sans jamais pour ce faire utiliser d'approche explicitement cohérente. D'autres, comme le livre de Jeffrey Simon, *Poland and NATO : A Study in Civil-Military Relations*⁶, présentent au lecteur l'impact que l'adhésion de la Pologne à l'OTAN a eu sur la politique interne de la Pologne, et vice-versa, mais ne couvrent que peu ou pas l'aspect des relations internationales.

Au cours des dernières années, plusieurs auteurs se sont découvert un nouveau filtre pour examiner la politique polonaise de sécurité et de défense, soit celui de l'Union européenne. En effet, dans les questions d'ordre régional, la Pologne a

3 Olaf Osica, « In Search of a New Role : Poland in Euro-Atlantic Relations », dans Marcin Zaborowski et David H. Dunn (dir.), *Poland : A New Power in Transatlantic Security*, (dir. edit.), Londres et Portland, OR, Frank Cass, 2003, pp. 21-39.

4 Marcin Zaborowski et Kerry Longhurst, « America's protégé in the east? The emergence of Poland as a regional leader », *International Affairs*, vol. 79, no 5, 2003, pp. 1009-1028.

5 Andrzej Kapiszewski et Chris Davis, « Poland's Security and Transatlantic Relations », dans Tom Lansford et Blagovest Tashev (dir.), *Old Europe, New Europe and the US: Renegotiating Transatlantic Security in the Post 9/11 Era*, Burlington, Ashgate Publishing Company, 2005, pp. 193-218.

6 Jeffrey Simon, *Poland and NATO: A Study in Civil-Military Relations*, Lanham, Rowman & Littlefield Publishers, 2004.

occupé une place de plus en plus importante auprès de l'Union européenne avant même de devenir un membre à part entière. Ainsi, certains auteurs, comme Andrey S. Makarychev⁷, examinent la politique polonaise vis-à-vis ses voisins de l'est, soit la Russie, l'Ukraine et le Bélarus, à travers la « Dimension orientale » que la Pologne tente d'apporter à l'Union européenne. De façon semblable, Christopher S. Browning et Pertti Joenniemi⁸ comparent dans leur texte la « Dimension nordique » et la « Dimension orientale » de l'Union européenne. Très rapidement à l'intérieur de ce texte, puisque la Pologne est l'État ayant proposé la Dimension orientale et qui s'en fait le principal avocat, les auteurs tirent des conclusions sur la politique polonaise de sécurité et de défense, qui chercherait à repousser les limites de l'Union européenne vers l'est pour ne plus en être la frontière, tout en excluant la Russie de cet élargissement désiré, puisque cette dernière est encore considérée comme étant une menace potentielle pour la Pologne. C'est aussi à travers ces textes qu'on retrouve un examen plus approfondi de la relation entre la Russie et la Pologne. Par contre, Kataryna et Roman Wolczuk⁹, dans leur livre *Poland and Ukraine : A Strategic Partnership in a Changing Europe*, nous offrent une vision à la fois récente et couvrant plusieurs facettes de la relation entre la Pologne et l'Ukraine, consacrant une section de leur livre aux difficultés que l'adhésion de la Pologne à l'Union européenne laissait présager (en 2002, au moment où le livre a été écrit) pour les relations entre les deux États.

Les relations de la Pologne et de l'Allemagne sont aussi un sujet qui attire beaucoup d'attention, ne serait-ce que par l'histoire mouvementée de ces relations et des différentes guerres entre ces deux peuples. Depuis la fin de la guerre froide, ces relations se sont considérablement améliorées, et bien qu'elles aient fait couler

7 Andrey S. Makarychev, « Where the North Meets the East : Europe's 'Dimensionalism' and Poland's 'Marginality Strategy' », *Cooperation and Conflict*, vol. 39, no 3, septembre 2004, pp. 299-315.

8 Christopher S. Browning et Pertti Joenniemi, « The European Union's Two Dimensions : The Eastern and the Northern », *Security Dialogue*, vol. 34, no 4, 2003, pp. 463-478.

9 Kataryna Wolczuk et Roman Wolczuk, *Poland and Ukraine; A Strategic Partnership in a Changing Europe?* Londres, Royal Institute of International Affairs, 2002.

beaucoup d'encre au début des années 1990, ce flot s'est considérablement ralenti depuis. Peu de textes traitent exclusivement de cette relation au cours de la période couverte, aussi se doit-on de mentionner celui de Kai-Olaf Lang¹⁰, qui examine le partenariat sécuritaire entre l'Allemagne et la Pologne. Il doit de nouveau être mentionné que ce texte utilise des explications historiques sans pour autant aller vers les notions d'identités. Il convient aussi de mentionner le texte de Roland Freudenstein¹¹, qui, malgré qu'il soit trop ancien pour être d'une grande pertinence pour ce mémoire, évoque le lien entre l'Allemagne et la Pologne dans le cadre du processus d'élargissement de l'Union européenne.

Dans son livre *The NATO Enlargement Debate, 1990-1997*, Gerald B. Solomon s'efforce de retracer le débat ayant fait rage au sein de l'OTAN depuis la fin de la Guerre froide autour de l'idée d'élargir le bassin d'États membres vers l'est, et ce, jusqu'à l'invitation faite à la Pologne de se joindre à l'OTAN. Examinant l'ensemble des transformations affectant l'OTAN dans les années qui ont suivi la fin de la logique de confrontation sur le sol européen avec une emphase sur cet élargissement, l'auteur conclut que ce dernier est le résultat d'une logique de compromis visant à enlever toute logique d'exclusion sécuritaire pour les États européens ayant renoué avec la démocratie, à la fois à travers un élargissement et à travers une coopération renforcée avec les États, et tout particulièrement la Russie, qui ne seraient pas inclus dans l'avenir prévisible au sein de l'OTAN. Par contre, de par sa publication en 1998, le livre est d'une utilité fort restreinte pour comprendre les événements couverts par le présent mémoire.¹² De son côté, Thomas S. Szayna¹³ s'attaque aux transformations de l'OTAN au niveau de ses missions et de l'organisation militaire de l'Alliance avec une attention particulière portée aux États

10 Kai-Olaf Lang, « The German-Polish Security Partnership within the Transatlantic Context – Convergence or Divergence? », dans Zaborowski et H. Dunn, *op. cit.* pp. 105-122.

11 Roland Freudenstein, « Poland, Germany and the EU », *International Affairs*, vol. 74, no 1, 1998, pp. 41-54.

12 Gerald B. Solomon, *The NATO Enlargement Debate, 1990-1997: Blessings of Liberty*, Westport, CT et Londres, Praeger Publishers, 1998.

13 Thomas S. Szayna, *NATO Enlargement 2000-2015: Determinants and Implications for Defense Planning and Shaping*, Santa Monica, CA, et Arlington, VA, RAND, 2001.

ayant demandé à en faire partie après l'élargissement initial de 1999. Bien que fort instructif sur la situation au sein de ces États au moment de la publication, cet ouvrage a été écrit pour informer les forces armées américaines, et plus particulièrement l'armée de l'air, sur l'impact que tout élargissement futur aurait sur les capacités militaires de l'Alliance. Ce filtre limite considérablement l'utilité de ce texte pour comprendre l'aspect politique pour la Pologne de cette adhésion.

Carl C. Hodge¹⁴ se penche sur les événements ayant provoqué les changements au sein de l'OTAN au cours de la décennie ayant suivi la fin de la guerre froide, en mettant l'accent sur les événements qui se sont déroulés au cours de cette période au sein de l'ancienne Yougoslavie. L'éclairage donné aux changements au sein de l'OTAN et les actions entreprises par cette dernière, tout particulièrement au Kosovo, permettent de mieux comprendre le changement d'orientation que l'OTAN a enclenché de même que ses actions au Kosovo en 1999. Le texte ne parle pas de la Pologne directement, mais contient tout de même quelques éléments décrivant la position de la Pologne au cours de cette crise.

Simon Serfaty¹⁵ prend le temps d'analyser l'impact du 11 septembre 2001 sur la vision sécuritaire de l'OTAN et de l'Union européenne. Regardant les capacités et les restrictions propres à ces deux organisations dans le cadre à la fois de la fin de la Guerre froide et de l'après 11 septembre, l'auteur en vient à la conclusion que l'élargissement de l'OTAN confirme l'écart des capacités militaires entre les États-Unis et les États membres européens, mais aussi l'écart tout aussi grand des capacités militaires entre les différents États membres européens eux-mêmes. Par contre, l'élargissement lui-même représente une question moins importante que le changement de mandats; en effet, peu importe le nombre d'États membres, si

14 Carl C. Hodge, « NATO North and South: Alliance *Ostpolitik* and the Future of European Security », dans Carl C. Hodge (dir.), *NATO for a New Century: Atlanticism and European Security*, Westport, CT, et Londres, Praeger Publishers, 2002, pp. 97-122.

15 Simon Serfaty, « Thinking About and Beyond NATO », dans Hall Gardner (dir.), *NATO and The European Union: New World, New Europe, New Threats*, Burlington, VT, et Aldershot, Ashgate, 2004, pp. 79-90.

l'OTAN était restée avec un mandat purement défensif, son importance aurait décliné rapidement. En organisant des missions à l'extérieur du territoire des États membres, l'Alliance atlantique justifierait sa continuité.

Une approche quelque peu différente, mais complémentaire, est celle de Nuray V. Ibryamova¹⁶, qui aborde la question de la sécurité dans le cadre de l'élargissement de l'Union européenne. Posant la question de la sécurité dans le cadre de l'après 11 septembre, et plus particulièrement de la guerre au terrorisme enclenchée par les États-Unis et ses alliés, l'auteur divise son texte en deux parties, soit une première qui se concentre sur les questions de sécurité « douces », et la seconde partie sur la Politique extérieure et de sécurité commune (PESC) et la Politique européenne de sécurité et de défense (PESD). C'est à l'intérieur de la première partie, couvrant principalement les questions d'immigration et de crime organisé, que l'auteure présente les arguments sécuritaires et les inquiétudes liées aux questions de migration et de crimes organisés manifestées par rapport à l'intégration des nouveaux États membres, dont la Pologne. Soulignant que ces questions de sécurité relèvent d'abord et avant tout de la sécurité intérieure, elle passe ensuite à la sécurité traditionnelle et à la politique extérieure, émettant l'hypothèse que les frictions entre les États européens à la veille de la guerre en Irak et de l'adhésion officielle des dix nouveaux États membres à l'Union européenne ne sont que transitoires et qu'à la longue, l'aspect intergouvernemental en matière de politiques extérieure, de sécurité et de défense européennes allait permettre une forme de socialisation de différents nouveaux États membres, dont la Pologne. Soulignant qu'après leur expérience sous le joug soviétique, ces nouveaux États membres ne seront sans doute pas enclins au cours des prochaines années à laisser l'Union européenne dicter leur politique extérieure, l'auteure émet toutefois l'idée que les perceptions d'intérêts nationaux seront néanmoins altérées pour se

16 Nuray V. Ibryamova, « Eastern Enlargement and the European Union's Security Agenda », dans Roger E. Kanet (dir.), *The New Security Environment: The Impact on Russia, Central and Eastern Europe*, Burlington, VT, et Aldershot, Ashgate, 2005, pp. 97-114.

conformer davantage à ce que les « anciens » États membres attendent d'États membres de l'Union européenne.

Ce mémoire a donc pour objectif d'expliquer les choix faits par la Pologne au cours de cette période et de permettre également de discerner les principaux facteurs qui motivent les choix de la Pologne dans les domaines de la sécurité et de la défense. Il s'agira d'une monographie qui examinera les actions de la Pologne sous l'angle d'événements précis où la Pologne s'est retrouvée impliquée. Les quatre événements retenus pour examen sont la crise du Kosovo, la guerre au terrorisme entamée suite aux attentats du 11 septembre 2001 perpétrés sur le territoire des États-Unis, l'invasion et l'occupation de l'Irak par une coalition dirigée par les États-Unis et à laquelle la Pologne a pris part, et finalement la naissance et l'élaboration d'une politique européenne de sécurité et de défense au sein de l'Union européenne alors que la Pologne n'avait pas encore atteint le statut de membre de cette organisation. Afin de comprendre la signification de ces événements pour l'État polonais et sa politique de sécurité et de défense, ils seront analysés à l'aide du cadre constructiviste élaboré par Alexander Wendt. L'objectif de cette analyse sera de trouver la ligne directrice des actions de la Pologne au cours des événements choisis. Les sources utilisées appartiennent à deux catégories principales, soit d'un côté des sources primaires issues du gouvernement polonais, principalement sous la forme de discours, et qui offrent le point de vue officiel de la Pologne, et de l'autre, des sources secondaires rapportant les faits et gestes de la Pologne au cours des événements choisis et qui permettent également de discerner les faits entourant ces événements eux-mêmes.

Le cadre d'analyse devait remplir deux exigences de base pour satisfaire aux besoins de ce travail. Premièrement, il devait avoir l'État comme acteur principal sur la scène internationale, puisque l'objet de recherche est la politique de sécurité et de défense d'un État, soit la Pologne. Deuxièmement, il se devait de pouvoir expliquer la coopération entre les États tout comme les affrontements entre eux. Le cadre théorique qui répond le mieux à ces deux exigences et qui permet de mieux comprendre la politique polonaise de sécurité et de défense, et qui par conséquent

sera utilisé dans ce travail, est le constructivisme d'Alexander Wendt, tel qu'exposé dans le livre *Social Theory of International Politics*.¹⁷

En effet, les États y sont vus comme des acteurs unitaires, disposant d'une conscience de soi, et qui interagissent à l'intérieur du système international sur la base de rapports sociaux, ce qui implique à la fois qu'ils sont influencés par le système international et qu'ils l'influencent en retour. L'État est défini comme étant un acteur disposant de cinq caractéristiques principales, soit un cadre institutionnel légal, la prétention au monopole de l'utilisation légitime de la violence, la souveraineté, une société, et finalement, un territoire. Il s'agit d'une définition de l'État volontairement large, qui se veut un résumé des éléments essentiels pour attribuer à un acteur le titre de structure étatique à l'intérieur de cette théorie.¹⁸ De plus, une structure étatique a besoin de trois attributs pour mériter le titre d'acteur, soit une vision de soi en tant qu'agent corporatif, une structure décisionnelle qui institutionnalise l'action collective et une même structure décisionnelle qui autorise l'action collective.¹⁹ Quant à l'environnement dans lequel évolue le système international, il est défini comme étant une anarchie. En un sens, cette anarchie n'est qu'un vide, sans aucune caractéristique propre influençant les rapports entre États, sans aucun rapport d'autorité avec le système international.²⁰

Wendt est conscient des limites de ces prémisses. Par exemple, en ce qui a trait à l'État en tant qu'acteurs unitaires sur la scène internationale, Wendt n'hésite pas à émettre le bémol que bien qu'il accorde en apparence aux États toute la place sur la scène internationale, il ne clâme pas pour autant que les États soient les acteurs les plus importants sur la scène internationale, mais bien plutôt que les États sont les acteurs par lesquels les principaux changements arrivent sur la scène internationale et que ce sont également eux qui clament pour le moment le monopole sur

17 Alexander Wendt, *Social Theory of International Politics*, Cambridge, UK, et New York, Cambridge University Press, 1999.

18 *Ibid.*, pp. 201-202.

19 *Ibid.*, pp. 218-221.

20 *Ibid.*, pp. 246-247.

l'utilisation de la violence; les États sont au centre de son approche théorique, non pas parce qu'ils doivent y être pour des raisons idéologiques, mais parce que ce sont eux qui satisfont aux cinq critères de base tels qu'énoncés au paragraphe précédent.²¹ Wendt défend également l'idée de l'État en tant qu'acteur unitaire, utilisant le droit international qui reconnaît aux États le statut de personne morale, de même que les discours des politiciens qui se réfèrent souvent aux États comme à des entités complètes. Comme dernier argument, Wendt affirme que si on refuse à l'État le rôle d'acteur unitaire, on refuse à l'État la capacité d'intervenir de façon directe dans les transformations structurelles internationales.²² Il convient donc de noter explicitement ici que pour se conformer au cadre théorique exposé par Wendt et utilisé au cours de ce mémoire, la politique intérieure de la Pologne ne sera à aucun moment examinée au sein des pages qui suivent. Bien que ce choix constitue une limite importante à bien des égards, il semblait logique en regard à l'exercice en cours.

Le constructivisme d'Alexander Wendt permet également d'expliquer conflit et coopération à travers les interactions entre les acteurs. Bien que d'autres théories puissent expliquer également les conflits et la coopération entre les acteurs, les théories matérialistes comme le néolibéralisme ou le néoréalisme ne permettent pas d'expliquer de façon satisfaisante l'importance des mots et des discours au cours des différentes crises décrites dans ce mémoire; par exemple, l'affirmation que l'Irak disposait d'armes de destructions massives, basée sur un ensemble de preuves circonstanciées, a joué un rôle crucial pour la légitimisation de l'invasion menée par les États-Unis et ses alliés. L'importance d'un tel élément de discours, et les différentes réactions à cet élément, ne peuvent être expliquées adéquatement par

21 *Ibid.*, p. 9.

22 *Ibid.*, p. 11.

les théories matérialistes.²³ Passons maintenant aux concepts qui seront utilisés ici pour analyser le comportement de la Pologne.

Une identité est définie par Wendt comme étant une propriété des acteurs qui génère des dispositions comportementales et motivationnelles. Toute identité est basée sur la compréhension de soi de l'acteur, à travers à la fois sa perception de lui-même et de ce que les autres acteurs lui renvoient. Les différentes sortes d'identités sont définies le long d'un axe qui va de l'identité provenant davantage de l'acteur lui-même jusqu'à celle provenant davantage de ce que les autres acteurs lui renvoient. Wendt définit quatre sortes d'identités le long de cet axe, et qui y prennent place selon le sens de l'axe exprimé plus tôt, soit l'identité corporative, l'identité de type, l'identité de rôle, et l'identité collective. Wendt reconnaît que ces quatre sortes d'identités n'excluent pas la possibilité d'identités supplémentaires, et que les définitions proposées de ces identités ne sont pas définitives, mais il considère toutefois qu'il s'agit d'un point de départ valable.²⁴ Ce sont ces quatre identités qui seront utilisées dans ce travail et définies ici.

Essentiellement, l'identité corporative correspond à la vision de soi d'un acteur. L'identité corporative est différente des autres sortes d'identités de par ce point, puisqu'il est possible pour un État d'avoir plusieurs identités de type, de rôle, ou collectives, alors qu'il n'est pas possible pour un acteur d'avoir plus d'une identité corporative. C'est cette identité qui constitue la base de toutes les autres sortes d'identités qu'un acteur adopte. Il s'agit en fait d'une concession à la notion d'acteur unitaire, puisque Wendt reconnaît que dans le cas d'un État, il s'agit d'un groupe d'individus qui partagent ensemble une notion d'un soi collectif, et que donc, cette notion collective est unique et cohérente en elle-même, et complètement indépendante de toute perception extérieure qu'un autre acteur, un autre État,

23 Dan O'Meara, « Le constructivisme Sa place, son rôle, sa contribution et ses débats », dans Alex Macleod et Dan O'Meara (dir.), *Théories des relations internationales: Contestations et résistances*, Outremont : Athéna éditions, 2007, p. 199.

24 Alexander Wendt, *op. cit.*, p. 224.

pourrait avoir ou refléter.²⁵ L'identité corporative n'est cependant pas directement discernable à travers les actions d'un acteur; les autres types d'identités en sont plutôt le reflet, et ce sont elles qui sont discernables à travers les actions d'un acteur. Outre ce fait qui diminue l'utilité de la notion d'identité corporative pour les besoins de l'analyse à venir, le caractère englobant de l'identité corporative la rend difficilement applicable à un domaine restreint des activités d'un acteur. Ces contraintes excluent donc l'identité corporative en elle-même du champ de ce mémoire.

Une identité de type est une catégorie sociale, c'est-à-dire une étiquette donnée aux acteurs qui partagent, dans les faits ou en apparence, certaines caractéristiques; par exemple des traits de caractère, des attitudes, des valeurs, des langues, des connaissances, des similitudes historiques, etc. Il s'agit de caractéristiques qui appartiennent à un acteur en propre, mais qui peuvent être partagées par d'autres acteurs qui les possèdent aussi en propre; le fait qu'elles soient reconnues ou non par autrui ne modifie pas ces caractéristiques, mais leur reconnaissance en fait une ou plusieurs identités de type. Dans le cas d'un État, il est aujourd'hui relativement facile d'en nommer quelques exemples aisément reconnaissables, soit un État démocratique ou un État capitaliste.²⁶

Une identité de rôle est une identité sociale, en ce sens qu'elle n'existe que de par l'interrelation d'un acteur avec un ou plusieurs autres. Un rôle est assumé lorsqu'un acteur se retrouve, avec un ou plusieurs autres acteurs, au sein d'une structure sociale où certaines normes comportementales s'appliquent. Dans la société humaine, où les structures sociales sont mieux comprises et plus explicites, une personne assumant le rôle de professeur, et une seconde personne assumant le rôle d'élève exemplifient ce type d'identité. L'une ou l'autre de ces personnes seules, sans structure sociale sur laquelle se baser, ne peut se réclamer professeur ou élève; ces identités ne prennent leur sens que lorsque ces deux personnes sont

²⁵ *Ibid.*, pp. 224-225.

²⁶ *Ibid.*, pp. 225-227.

en présence l'une de l'autre. Bien que reconnaissant que le système international, là où les États évoluent selon sa théorie, ne dispose pas de structures sociales aussi aisément discernable que la société humaine des individus, Wendt maintient toutefois le bien-fondé du concept d'identité de rôle.²⁷

Une identité collective correspond à une identification, rarement complète, d'un acteur avec un ou plusieurs autres acteurs et où les frontières de la perception de soi sont étendues à autrui. Cette sorte d'identité est dépendante des autres acteurs impliqués, une sorte de combinaison entre les identités de type et de rôle de plusieurs acteurs qui fait que le sort d'autrui est identifié comme correspondant avec le sort de soi. Il est également possible que cette identité ne soit partagée que sur certains aspects, par exemple sur les questions environnementales ou de sécurité territoriale. À travers cette sorte d'identité, un acteur peut percevoir ses intérêts en fonction du groupe qui partage une identité collective plutôt que simplement en fonction de lui-même.²⁸

Si les identités réfèrent à ce qu'est un acteur, les intérêts sont ce qu'un acteur désire. Il s'agit de la motivation poussant un acteur à agir. Ces deux concepts sont intimement liés, puisque pour qu'un acteur puisse savoir ce qu'il désire, il doit savoir ce qu'il est, comment il se définit. En somme, il s'agit de deux concepts complémentaires servant, ensemble, à expliquer les actions d'un acteur. Deux types d'intérêts sont possibles, soit les intérêts objectifs et les intérêts subjectifs, ou préférences.²⁹

Les intérêts objectifs sont définis comme étant les besoins d'un acteur pour reproduire ses identités, ce qui sous-entend que chaque identité d'un acteur implique des intérêts objectifs pour pouvoir continuer à exister, et ce, peu importe la sorte d'identité. Un acteur n'est pas toujours capable de reconnaître un intérêt

27 *Ibid.*, pp. 227-229.

28 *Ibid.*, pp. 229-230.

29 *Ibid.*, pp. 231-233.

comme objectif, ni de percevoir correctement ses intérêts objectifs. Puisque ces intérêts objectifs ne sont pas toujours discernables, pour l'acteur lui-même comme pour un observateur extérieur, il est difficile d'y trouver la source de motivation des acteurs. Le concept de préférence est beaucoup plus utile aux fins de ce mémoire. Les préférences sont ce qu'un acteur croit être ses besoins pour satisfaire aux exigences de ses différentes identités, ce qu'il croit être ses intérêts objectifs. Il s'agit donc ici de la motivation observable qui pousse un acteur à agir. Il convient toutefois de préciser que toute préférence n'implique pas nécessairement une action, mais que toute action découle nécessairement d'une préférence.³⁰

Il convient de noter ici quelques faiblesses du constructivisme d'Alexander Wendt. Premièrement, la prépondérance de l'analyse du discours dans cette théorie rend difficile d'expliquer les considérations matérielles : certaines armées sont, tout simplement, beaucoup mieux équipées et plus importantes que d'autres; il ne s'agit pas toujours d'une construction sociale. Le constructivisme ne permet pas d'expliquer cela. Deuxièmement, le constructivisme met l'accent sur les idées et sur les changements introduits par les interactions sociales. Les questions de politique interne, de lutte interne, et autres utilisations du politique au sens large à l'intérieur des frontières d'un État sont évacuées au profit de changements de perceptions identitaires introduits par des interactions sociales. Finalement, le processus de création d'identité n'est pas expliqué de façon satisfaisante. Une création d'identité fait appel à la fois aux éléments appartenant à la politique interne d'un État de même qu'à des acteurs non-étatique à l'extérieur de celui-ci, ce qui n'est pas représenté dans le constructivisme de Wendt.³¹

Ce mémoire sera divisé en quatre chapitres, soit un chapitre par événement couvert. Ces événements sont la crise du Kosovo, la guerre au terrorisme entamée suite aux attentats du 11 septembre 2001 perpétrés sur le territoire des États-Unis, l'invasion et l'occupation de l'Irak par une coalition dirigée par les États-Unis et à

³⁰ *Idem*

³¹ O'Meara, *op. cit.*, p.200-201.

laquelle la Pologne a pris part, et finalement la naissance et l'élaboration d'une politique européenne de sécurité et de défense au sein de l'Union européenne alors que la Pologne n'avait pas encore atteint le statut de membre de cette organisation. Chaque chapitre aura pour but de mettre en contexte les événements eux-mêmes et la position polonaise face à ses événements et de mettre en lumière les principaux facteurs ayant influencé les décisions polonaises, de même que l'évolution de ces facteurs au cours des événements analysés grâce à l'application du cadre théorique élaboré plus haut. Finalement, la conclusion identifiera les facteurs récurrents au cours des événements analysés, et synthétisera leur évolution au cours de la période couverte afin d'offrir une vision globale et d'identifier les facteurs constituant la ou les lignes directrices guidant les choix de la Pologne en matière de sécurité et de défense au cours de ces cinq années.

CHAPITRE I

LA CRISE DU KOSOVO

Dans ce chapitre, nous allons nous pencher sur les événements entourant la première crise traversée par la Pologne en tant que membre de l'OTAN, soit la crise du Kosovo. En premier lieu, nous examinerons l'importance que la Pologne accordait à l'OTAN et à sa participation au sein de cette dernière, et identifierons les causes expliquant cette importance. Ensuite, nous analyserons la crise du Kosovo elle-même, soit les événements ayant jalonné cette crise, de son début jusqu'à sa conclusion, en prenant soin de souligner les positions polonaises face à ces événements et d'expliquer les décisions prises par la Pologne. Finalement, nous nous attarderons sur les conséquences de la crise du Kosovo pour la Pologne, principalement à travers la nouvelle stratégie de sécurité polonaise, publiée quelques mois après la conclusion de la crise.

1.1 La Pologne et l'OTAN

Avant de pouvoir nous pencher sur les identités et les préférences de la Pologne au cours des événements choisis dans le cadre de ce mémoire, il convient de prendre le temps et l'espace de situer ces identités et ces préférences telles qu'elles étaient avant le début de la crise du Kosovo, et tout particulièrement en ce qui a trait à l'OTAN. C'est lors du sommet de Madrid de 1997 que l'OTAN invitait la Pologne, la République tchèque et la Hongrie à rejoindre ses rangs, et le 12 mars 1999, la Pologne devenait officiellement membre de l'Alliance atlantique. Il s'agissait là d'un

des principaux objectifs de la stratégie de sécurité de la Pologne, telle qu'elle avait été adoptée le 2 novembre 1992. Les principaux objectifs de cette stratégie de sécurité étaient d'effectuer un rapprochement entre la Pologne et les institutions de sécurité et de défense occidentales, de même que de voir une amélioration des relations avec les États voisins de la Pologne. Ces objectifs avaient été choisis en fonction des problèmes et des menaces perçues par la Pologne, et qui résultaient principalement de la fin du régime soviétique, du vide de pouvoir que cette disparition avait entraîné dans la région, et des risques de conflits frontaliers ou internes qui en découlèrent. Plus spécifiquement, ces menaces étaient identifiées comme la guerre faisant rage dans les Balkans à cette époque, l'instabilité qui régnait en Ukraine et en Russie, et le rapprochement, jugé inquiétant par la Pologne, entre la Biélorussie et la Russie.¹

À l'intérieur du cadre théorique utilisé pour ce mémoire, ces menaces peuvent être assimilées à des identités de rôles. Tel qu'énoncé plus haut, une identité de rôle est une identité sociale où l'interaction entre les acteurs prime. Une menace externe ne peut exister sans l'interrelation entre l'acteur cible, la Pologne dans ce cas, et un autre acteur qui exerce cette menace. Les craintes de la Pologne étaient au nombre de trois, soit la peur de voir un autre État chercher à combler le vide de pouvoir en cherchant à s'établir lui-même comme pouvoir de remplacement, la peur de voir un conflit frontalier entre deux États voisins de la Pologne entraîner cette dernière dans le conflit, directement ou indirectement, et finalement la peur de voir naître un conflit interne chez un État voisin de la Pologne, avec les risques d'un débordement sur le territoire polonais et autres conséquences imprévisibles qu'un tel conflit interne pourrait avoir.² Ces craintes se traduisaient donc en identités de rôle de la Pologne comme cible ou victime potentielle de ces menaces, et ses préférences quant à une amélioration de ses relations avec ses voisins et à un rapprochement avec les organisations occidentales de sécurité visaient à sortir la

1 Kapiszewski et Davis, *loc. cit.*, pp. 195-196.

2 *Idem*

Pologne de ce rôle de cible potentielle. Bien que ces préférences puissent sembler assez évidentes, il convient toutefois d'examiner un peu plus en profondeur les identités de la Pologne, tout particulièrement dans ses relations avec certains États, et les préférences en découlant afin de préciser davantage ces identités de cible potentielle.

Une des relations les plus importantes pour la Pologne était celle avec la Russie. Dans les années suivant la fin du régime communiste, les relations furent pour le moins tendues entre les deux États. En termes pratiques, l'Union soviétique, puis la Russie, disposaient de forces militaires sur le sol polonais, et ces forces ne furent retirées graduellement qu'à partir de 1993, alors qu'elles n'étaient plus les bienvenues depuis la fin du régime communiste en Pologne. D'autres raisons expliquent cependant la tension entre les deux États : d'un côté, la Pologne voulait affirmer son indépendance face au principal État successeur de l'Union soviétique et continuait à avoir peur des intentions de la Russie, alors que de l'autre, la Russie se sentait humiliée de la perte d'influence que la fin de l'Union soviétique avait entraînée pour elle, et tout particulièrement regrettait la perte d'influence sur les anciens États satellites de l'Union soviétique, dont la Pologne faisait partie.³ En termes d'identités, la Pologne rejetait entièrement son ancienne identité de rôle d'État satellite de l'Union soviétique (et de la Russie en tant que principal État successeur de celle-ci) qui avait été sienne pendant de longues années, mais adoptait l'identité de rôle de cible potentielle de la Russie dans le cas où cette dernière chercherait à imposer de nouveau à la Pologne le statut d'État satellite par la force des armes.⁴

La relation entre l'Allemagne et la Pologne a suivi un chemin fort différent. Les relations entre les deux États étaient tendues à l'époque soviétique, principalement à

3 Andrew A. Michta, « Poland : A Linchpin of Regional Security », dans Andrew A. Michta (dir.), *America's New Allies: Poland, Hungary, and the Czech Republic in NATO*, Seattle et Londres, University of Washington Press, 1999, p. 45.

4 Osica, *loc. cit.*, pp. 22-23.

cause des atrocités commises par l'Allemagne nazie sur le territoire polonais au cours de la Deuxième Guerre mondiale, mais également à cause des ajustements de frontière effectués en 1945 et qui avaient accordé à la Pologne une partie du territoire allemand. Dès la fin de la période communiste, les relations entre les deux États se sont améliorées. En 1991, deux traités furent signés confirmant les frontières entre les deux États et affirmant leur volonté réciproque d'être de bons voisins. Suite à la signature de ces deux traités, l'Allemagne, déjà membre de l'OTAN, s'est mise à prendre le parti polonais et à se faire l'avocate de l'adhésion de la Pologne à l'OTAN. En termes de préférences, la Pologne voyait d'un bon oeil ses relations avec l'Allemagne malgré certaines réticences historiques toujours présentes et voulait entretenir l'identité de rôle d'alliés et d'amis que ces deux États se mirent à développer.⁵

L'examen en détail de l'amélioration des relations de la Pologne avec chacun des États d'Europe de l'Ouest et du Centre suite à la fin du régime soviétique ne peut se faire à l'intérieur de ces pages, pour des raisons de concision. Il est toutefois possible de discerner les grandes lignes de ces relations en matière de sécurité et de défense de manière assez précise. La Pologne restait convaincue que même si les États européens à l'ouest de ses frontières disposaient des ressources pour venir à la défense de la Pologne en cas d'invasion de son territoire par un État tiers, ils ne le feraient pas. Cette conviction reposait principalement sur l'expérience historique de 1939, où la France et la Grande-Bretagne n'avaient pas immédiatement agi pour prendre la défense de la Pologne suite à l'invasion de son territoire par l'Allemagne et l'Union soviétique. La Pologne disposait d'une identité de rôle de victime de l'inaction de l'Europe occidentale qui restait profondément ancrée en elle, et ce, malgré l'amélioration de ses relations avec ces États.⁶ La France, l'Allemagne et la Grande-Bretagne étaient membres de l'OTAN, et pourtant, la Pologne ne leur faisait pas confiance en matière de sécurité. Si la Pologne ne

5 Michta, *loc. cit.*, pp. 42-44.

6 Osica, *loc. cit.*, p. 23.

croyait pas que d'être lié par traité à travers l'OTAN avec ces États allait améliorer sa situation en matière de sécurité, comment expliquer son désir ardent d'être membre de cette organisation?

La réponse se trouve dans l'appartenance des États-Unis à l'OTAN. Pour la Pologne, les États-Unis étaient responsables, en totalité ou en partie, de la défaite de l'Allemagne nazie au cours de la Deuxième Guerre mondiale, et l'effondrement du bloc soviétique s'expliquait par une victoire des États-Unis sur l'Union soviétique au cours de la Guerre froide. La Pologne devait donc, selon cette ligne de pensée, sa nouvelle liberté aux États-Unis. De plus, les forces militaires des États-Unis étaient présentes sur le territoire européen, et étaient les forces militaires les plus puissantes que la Pologne connaissait.⁷ Ces deux facteurs faisaient en sorte que la Pologne voyait sa sécurité comme étant intimement liée à la présence militaire des États-Unis sur le territoire européen et son rôle dominant au sein de l'Alliance atlantique.

Ainsi donc, la Pologne voyait son adhésion à l'OTAN comme équivalant à l'obtention de garanties d'une intervention des membres de l'Alliance atlantique, et plus particulièrement des États-Unis, en cas d'invasion militaire de son territoire, ce qui représentait pour elle un gain majeur en matière de sécurité. En effet, comme nous l'avons vu plus tôt, la Pologne continuait à vivre dans la crainte d'une résurgence militariste en Russie, et voyait son statut de membre de l'OTAN comme décourageant tout État envisageant une invasion militaire de son territoire. L'OTAN comptait alors, suite à cet élargissement, 19 États membres, dont 17 États européens, mais également le Canada et les États-Unis. Ce dernier État était considéré par la Pologne comme étant le seul disposant à la fois d'une puissance militaire suffisante pour défaire tout envahisseur potentiel, et de la volonté d'intervenir militairement pour défendre le territoire polonais en cas d'invasion. En

7 Ray Taras, « Poland: Breaking Multiple Barriers », dans Ronald Tiersky (dir.), *Europe Today; National Politics, European Integration, and European Security, Second Edition*, Oxford, Rowman & Littlefield Publishers, 2004, pp. 455-485.

devenant ainsi membre d'une organisation de défense mutuelle dont les États-Unis faisaient partie, la Pologne avait la conviction d'enfin obtenir l'assurance qu'à l'avenir son intégrité territoriale ne serait pas menacée.⁸

Devenir membre de l'OTAN représentait également un symbole important pour la Pologne, dans les domaines politique et culturel. Il s'agissait pour elle d'un « retour à l'Ouest », d'une preuve de son appartenance à l'Occident alors qu'elle venait de passer la Guerre froide dans le camp de « l'Est », le camp soviétique. La Pologne se considérait comme faisant partie des États d'Europe centrale qui appartiennent politiquement et culturellement à l'Europe occidentale, et non pas comme un État d'Europe de l'Est. D'être ainsi invitée à devenir membre de l'OTAN symbolisait la reconnaissance par les principaux États associés au camp occidental que la Pologne faisait partie des leurs.⁹

1.2 La crise du Kosovo

En mars 1998, les forces de sécurité de la République fédérale de Yougoslavie (RFY) entreprirent une campagne contre différents groupes indépendantistes du Kosovo, une province de la RFY, en réponse à ce qui était décrit par les autorités fédérales comme une série d'attentats terroristes dirigés contre la RFY. La population du Kosovo était composée à 90 % d'Albanais de souche, et la campagne des forces de sécurité fédérales devint rapidement une campagne de répression et de nettoyage ethnique contre cette importante tranche de la population du Kosovo.¹⁰ Au cours de l'année suivante, de nombreuses condamnations de ce conflit interne furent exprimées sur la scène internationale. Le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies (ONU) y allait à lui seul de cinq résolutions demandant la fin des hostilités et la reprise d'un dialogue entre les différents partis

⁸ Osica, *loc. cit.*, pp. 22-23.

⁹ *Idem*

¹⁰ Sean Kay, « After Kosovo: NATO's Credibility Dilemma », *Security Dialogue*, vol. 31, no 1, 2000, pp. 72-73.

en présence. Suite à l'échec du processus de négociations entre les autorités de la République fédérale de Yougoslavie et les groupes indépendantistes du Kosovo entrepris à Rambouillet, en France, et la reprise subséquente des hostilités et des violations des droits de l'homme à l'encontre de la population d'origine albanaise du Kosovo, l'OTAN prit la décision d'entreprendre une campagne de bombardements aériens contre les forces de sécurité de la RFY. L'objectif de cette campagne était de mettre fin aux hostilités au Kosovo et de forcer le retour aux négociations. Cette campagne de bombardements aériens dura du 24 mars 1999 (soit 12 jours après l'entrée de la Pologne au sein de l'OTAN) au 3 juin 1999, ciblant d'abord les forces de sécurité de la RFY et ses infrastructures sur le territoire du Kosovo, pour ensuite étendre ses frappes aux mêmes forces de sécurité et infrastructures sur l'ensemble du territoire de la RFY. Elle ne prit fin que suite à l'acceptation par le parlement de la RFY des cinq conditions dictées par l'OTAN, soit l'arrêt de la répression contre la population d'origine albanaise du Kosovo, le retrait des forces de sécurité de la RFY du territoire de la province, de permettre le retour de tous les réfugiés issus de ce conflit, d'accepter la présence d'une force internationale de maintien de la paix sur le territoire de la province, et finalement d'accorder une autonomie au Kosovo.¹¹

La réaction polonaise en fut une de soutien ferme aux opérations entamées par l'OTAN. Quelques jours après le début des bombardements aériens sur le territoire de la RFY, soit le 30 mars 1999, le ministre polonais des Affaires étrangères, Bronisław Geremek, dénonçait en termes forts le « désastre humanitaire » ayant cours au Kosovo. Il soutenait que seule une solution politique pouvait réellement mettre fin à cette crise, mais que les opérations de l'OTAN n'étaient en fait que le dernier recours pour forcer la RFY à revenir à la table des négociations et à faire preuve de bonne foi.¹²

11 « Guerre ou paix, Milosevic choisit », *Le Monde*, 4 juin 1999, p.1.

12 Pologne, Ministère des Affaires étrangères, « Declaration of the Polish Ministry of Foreign Affairs Concerning the Military Operation of the Federal Republic of Yugoslavia Targeting the Civilian Population of Kosovo », Varsovie, 30 mars 1999. Pour alléger la lecture, les adresses de site web ne seront indiquées qu'à l'intérieur de la bibliographie. L'ensemble des documents mis à la disposition du grand public par le Ministère des Affaires

L'appui de la Pologne aux opérations de l'OTAN était un geste en faveur du maintien de l'ordre international. Pour la Pologne, il était tout à fait justifié de passer outre le principe de souveraineté de l'État pour mener une action de défense des droits de l'homme. La Pologne appelait à prendre la défense d'une nation qui souffrait sous un régime autoritaire et qui cherchait à affirmer son droit à l'autodétermination, ce qui éveillait en Pologne des échos de son propre passé, récent comme plus ancien.¹³ En plus de l'appel en faveur des droits de l'homme, ce soutien s'explique également par la conviction polonaise qu'il peut s'avérer nécessaire d'agir militairement lorsque la stabilité régionale est menacée. Cette conviction reposait sur l'expérience polonaise de la Deuxième Guerre mondiale, alors que l'inaction des États d'Europe de l'Ouest a conduit à une escalade du conflit et à l'occupation du territoire polonais.¹⁴

La Pologne n'a toutefois pas soutenu les actions de l'OTAN avec un enthousiasme inconditionnel. Reconnaisant que les bombardements aériens entrepris par l'OTAN pouvaient ne pas être conformes au droit international, Bronisław Geremek, ministre polonais des Affaires étrangères, affirmait néanmoins que ces actions étaient nécessaires pour mettre fin à un acte de génocide. De même, le président polonais Aleksander Kwaśniewski, s'adressant à la nation au premier soir des bombardements aériens, commençait son discours en qualifiant cette journée de triste.¹⁵

La Pologne n'a pas seulement soutenu les actions entreprises par l'OTAN par des mots ou des fonds, mais également par des actions. Bien que n'ayant pas contribué d'avions ou de munitions aux bombardements eux-mêmes, la Pologne a mis à la disposition de l'OTAN ses services de renseignements sur le terrain. Ces

étrangères de la Pologne est disponible aux adresses suivantes : de 1990 à 2002, au <http://www.zbiordokumentow.pl/>, et de 2002 jusqu'à 2005 au <http://www.msz.gov.pl/Poland%E2%80%99s,Foreign,Policy,in,Documents,2197.html>.

¹³ Zaborowski et Longhurst, *loc. cit.*, p. 1014.

¹⁴ Taras, *loc. cit.*, p. 466.

¹⁵ *Idem*

derniers étaient présents sur tout le territoire de la RFY, et les renseignements obtenus furent communiqués à l'OTAN pour permettre l'identification des cibles devant être attaquées par les avions de l'Alliance. Il est important de noter que le partage d'information issu de ses services de renseignements n'était pas nouveau pour la Pologne. Au début des années 1990, les États-Unis en avaient bénéficié, tout particulièrement en matière d'informations portant sur l'Irak et sur l'Iran.¹⁶

Au cours de la crise du Kosovo, la Pologne a offert son appui aux opérations entreprises par l'OTAN, à la fois par ses déclarations, mais également à travers le partage d'informations issues de ses services de renseignements, tel qu'évoqué plus haut. À peine quelques semaines après son entrée dans l'OTAN, la Pologne avait donc comme préférence non seulement de prendre la parole pour soutenir les actions de l'OTAN au Kosovo et en RFY, mais également de prendre action. Ce soutien s'explique par trois identités : une identité de type de la Pologne comme un État favorable aux droits de l'homme et à la démocratie ; une identité de rôle de la Pologne prête à agir militairement à l'extérieur de ses frontières en cas de menace à la stabilité régionale ; et une identité de rôle de la Pologne agissant en bon allié vis-à-vis de l'OTAN, et plus particulièrement des États-Unis.

La première identité, c'est-à-dire l'identité de type de la Pologne comme un État favorable aux droits de l'homme et à la démocratie, s'explique en partie par l'expérience polonaise au cours du régime soviétique et de la Deuxième Guerre mondiale, périodes au cours desquelles droits de l'homme et démocratie avaient été réprimés ou abusés par la force des armes ou la menace de recours à celle-ci. Au moment de la crise du Kosovo, cette identité a été exprimée à travers un appel à la défense de valeurs communes à la communauté Euro-atlantique, telles que la liberté, la démocratie, le respect des droits de l'homme et de l'État de droit.¹⁷ Cet

16 David H. Dunn, « Poland: America's New Model Ally », dans Zaborowski et H. Dunn (dir.), *op. cit.*, p. 69.

17 Pologne, Président, « Speech by President of the Republic of Poland Aleksander Kwaśniewski Delivered During the Gala Event in Washington, Marking the 50th Anniversary of the Establishment of NATO », Washington, 23 avril 1999.

appel à ces valeurs communes n'est pas un indice d'identités plus contraignantes, telles que les identités collectives ou de rôle. Il aurait fallu que la Pologne eût un lien fort avec la population du Kosovo, qu'elle eût l'impression que le sort de sa population était lié avec celle du Kosovo et que la population du Kosovo lui donnât l'impression de lui rendre la pareille, pour qu'une identité collective réside ici dans cet appel aux valeurs. De même, pour qu'une identité de rôle surgisse de cet appel aux valeurs, il aurait fallu que la Pologne et la RFY se retrouvassent dans une dynamique à deux autour de ces valeurs, la Pologne prenant un rôle actif et de premier plan pour les défendre et la RFY les bafouant. Rien n'indique que de tels rôles aient été assumés par ces deux États de façon significative. Ne reste plus que l'identité de type pour couvrir cet appel aux valeurs.

L'identité de rôle où la Pologne est prête à agir militairement en cas de menace à la stabilité régionale s'explique également en bonne partie à cause de son expérience au cours de la Deuxième Guerre mondiale. La Pologne était convaincue que l'inaction de la France et de la Grande-Bretagne suite à l'invasion du territoire polonais en 1939 était en grande partie responsable de l'escalade du conflit et de l'occupation qui s'est ensuivie pour la Pologne. La notion que toute menace à la stabilité régionale mérite une réponse forte, voire militaire, était donc importante pour la Pologne, et les actions entreprises par la RFY et ses conséquences sur les États voisins étaient perçues comme une menace pouvant atteindre les frontières polonaises si rien n'était fait pour les arrêter.¹⁸ La RFY, en tant qu'État, devenait un facteur d'instabilité, et la Pologne a adopté en réponse la préférence d'intervenir pour mettre un frein à l'instabilité régionale causée par les événements en RFY.

Finalement, l'identité de rôle de la Pologne comme bon alliée au sein de l'OTAN allait jouer un rôle important dans la préférence polonaise de soutenir et de fournir une contribution aux opérations de l'OTAN. Les actions entreprises par l'OTAN sur le territoire de la RFY ne faisaient pas appel à la solidarité entre les États membres

18 Zaborowski et Longhurst, *loc. cit.*, p. 1014.

telle que comprise par la Pologne. Il ne s'agissait donc pas de prendre la défense d'une identité collective, puisque ni le Kosovo ni la RFY n'étaient membres de l'OTAN, et aucun membre de l'OTAN n'était directement menacé par les affrontements armés qui y avaient lieu. Il était toutefois très important pour la Pologne de prendre part à ses actions pour démontrer sa valeur en tant qu'État membre de l'OTAN. Nouvellement entrée dans cette organisation, la Pologne voulait démontrer hors de tout doute qu'elle ne serait pas seulement un État nécessitant la protection des autres États membres, mais qu'elle pouvait également être un État actif et efficace au sein de l'Alliance. Il était important pour la Pologne de démontrer ses capacités dans ce rôle, et elle allait continuer à le faire au cours des missions de maintien de la paix entreprises sur le territoire de la RFY et des États avoisinant. Ce rôle s'est avéré suffisamment important pour la Pologne pour justifier la modification de sa constitution pour prendre part aux opérations de maintien de la paix, soulignant ainsi à grands traits l'importance de cette identité et des préférences en découlant.¹⁹

Une des réactions les plus intéressantes de la Pologne aux actions entreprises par l'OTAN se retrouve dans un discours du premier ministre polonais, Jerzy Buzek, prononcé au cours de la séance plénière de l'Assemblée de l'OTAN du 31 mai 1999 à Varsovie, alors que les bombardements aériens avaient toujours cours. Dans ce discours, la situation au Kosovo y est décrite comme représentant trois tests importants aux yeux de la Pologne. Le premier test en serait un de la Pologne en tant que membre de l'Alliance. La Pologne aurait passé ce test avec succès, entre autres grâce à son implication dans le processus politique au sein de l'Alliance et à sa prise de position sur la scène internationale depuis le début de la crise, mais également par ses actions concrètes comme une aide humanitaire apportée aux victimes de la crise, l'accueil de réfugiés en territoire polonais, et l'envoi de soldats polonais au sein de missions de stabilisations dans les Balkans avant même la fin des opérations militaires contre la RFY. Le deuxième test que représenterait le

19 H. Dunn, *loc. cit.*, p. 68.

Kosovo serait celui d'un test pratique pour l'OTAN elle-même, dans les domaines de la prise de décisions, d'adaptations du fonctionnement interne et militaire de l'Alliance, de même qu'au niveau politique, à travers les relations entre l'OTAN et les États non membres, les relations entre les États membres eux-mêmes, et par le développement à terme des capacités de défense des États membres européens. Ce test était en cours, avec des résultats encore inconnus. Le dernier test visait la crédibilité de l'OTAN et ne se déroulerait que lors de la résolution du conflit. Pour être crédible, selon le premier ministre polonais, l'OTAN se devait d'imposer des conditions fermes à la RFY et d'obtenir de cette dernière qu'elle les respecte avant d'accepter l'arrêt des bombardements.²⁰

Tel que mentionné dans ce discours, le gouvernement polonais avait entrepris avant la fin des bombardements aériens, soit le 14 avril 1999, d'autoriser l'envoi de 140 soldats en Albanie pour la mission « Allied Harbour ». Il s'agissait d'une mission sous commandement de l'OTAN et dont le déploiement devait s'amorcer le 1er mai 1999.²¹ Cette mission avait pour but d'aider à stabiliser l'Albanie dans le contexte de la crise du Kosovo et de l'importante migration de réfugiés du Kosovo sur le territoire albanais. Après la fin des bombardements, la Pologne a contribué 800 soldats aux efforts de stabilisation et de maintien de la paix, déjà présents ou créés à ce moment, sur le territoire de la RFY, de l'ancienne république yougoslave de Macédoine, et d'Albanie.²² La Pologne voulait ainsi continuer à démontrer sa bonne volonté et sa fiabilité comme Alliée. La Pologne avait déjà démontré par le passé sa volonté d'être un membre actif de la communauté internationale de même que son

20 Pologne, Premier ministre, « Address by Prime Minister of the Republic of Poland Jerzy Buzek During the Plenary Session of the North Atlantic Assembly », Varsovie, 31 mai 1999.

21 Pologne, Président, « Decision of the President of the Republic of Poland Concerning the Use in the Peace-keeping Mission in Albania of a Polish Army Unit as a Constituent Part of the North Atlantic Treaty Organisation Forces », Varsovie, 14 avril 1999.

22 Pologne, Président, « Decision of the President of the Republic of Poland of 16 July 1999 on Deployment of Polish Military Unit in SFOR Stabilisation Force in the Republic of Bosnia and Herzegovina or in KFOR International Force in Federal Republic of Yugoslavia, Former Yugoslav Republic of Macedonia and Republic of Albania », Varsovie, 19 juillet 1999.

intérêt pour les Balkans grâce à ses contributions à la Force de mise en oeuvre (IFOR) en Bosnie et à la mission des Forces de déploiement préventif de l'ONU (UNPREDEP) sur le territoire de l'ancienne république yougoslave de Macédoine, et entendait bien continuer sur cette même voie. En 2000, suite à un appel de l'ONU pour augmenter le nombre de soldats présents au Kosovo, la Pologne contribuait d'ailleurs un bataillon supplémentaire aux forces de maintien de la paix sur place.²³

Le déploiement de soldats polonais au sein des forces de maintien de la paix dans les Balkans a permis à la Pologne d'atteindre plusieurs objectifs. Outre sa volonté d'agir comme une bonne alliée et un membre actif de la communauté internationale, et de paraître comme tel devant ses partenaires, ces missions ont permis aux forces armées polonaises de mieux connaître les procédures de l'OTAN, d'améliorer leurs capacités en matière de planification opérationnelle de même que d'améliorer leurs capacités au sein d'opérations multinationales conduites en langue anglaise.²⁴ Il a aussi été possible de tester sur le terrain le POLUKRBAT, un bataillon conjoint de soldats polonais et ukrainiens, créé en 1997 par les deux États sur les bases des standards de l'OTAN, à la fois en matière d'équipement et d'interopérabilité. Une fois sur le terrain, il s'est avéré être à la fois très efficace pour répondre aux exigences de sa mission comme en matière de coopération entre les soldats des deux nationalités. Les soldats réussirent à fonctionner sans friction notable et de façon cohérente, et ce, tout particulièrement dans les domaines des communications et de la logistique.²⁵

Les actions entreprises par l'OTAN mirent davantage à mal les relations traditionnellement tendues entre la Russie et la Pologne. La Russie s'opposait fortement à ces opérations, alors que la Pologne les soutenait. Plusieurs autres événements dans les mois qui suivirent envenimèrent davantage les relations entre les deux États. En janvier 2000, la Pologne expulsait à grand bruit neuf diplomates

23 H. Dunn, *loc. cit.*, p. 68.

24 *Idem*

25 Wolczuk et Wolczuk, *op. cit.*, pp. 18-19.

russes accusés d'espionnage. En mars, lors d'une manifestation d'appui au peuple tchéchène, des manifestants ont vandalisé le consulat russe dans la ville polonaise de Poznan, ce qui amena la Russie à rappeler de façon temporaire son ambassadeur. En avril, la fuite d'un rapport des services secrets polonais permettait de lire que ces derniers redoutaient une augmentation des activités d'espionnage russes en territoire polonais.²⁶

La crise du Kosovo aura eu également d'autres impacts indirects sur la Pologne. Une fois le conflit terminé, de nombreux États membres de l'Union européenne se rendirent compte que cette dernière ne disposait d'aucun moyen pour intervenir militairement en cas de besoin, même si une crise se déroulait près de ses frontières. Alors que la Pologne en tirait la conclusion que toute sa confiance se devait d'aller à l'OTAN, d'autres y virent le besoin de créer une force de réaction rapide au sein de l'Union européenne. La Pologne rejeta d'emblée cette idée, craignant de voir l'OTAN affaiblie par une telle initiative²⁷, mais comme nous le verrons plus tard, cette idée allait se développer davantage dans les années suivantes.

1.3 Les conséquences de la crise du Kosovo

La crise du Kosovo eut également son impact sur la nouvelle stratégie polonaise de sécurité, publiée le 4 janvier 2000. La mise à jour de cette stratégie avait été rendue nécessaire par son nouveau statut d'État membre de l'OTAN obtenu quelques mois plus tôt. Ce document reconnaît que le risque d'une agression militaire contre le territoire polonais semble écarté dans un avenir prévisible, pour deux raisons : premièrement parce que la Pologne fait désormais partie de l'OTAN et que toute agression contre la Pologne entraînerait une réaction militaire de l'OTAN,

²⁶ Taras, *loc. cit.*, p. 466.

²⁷ Peter A. Poole, « Poland Joins the EU » dans *Europe Unites: The EU's Eastern Enlargement*, Westport, CT, Praeger Publishers, 2003, p. 62.

et deuxièmement parce que les États voisins de la Pologne non membres de l'Alliance ne manifestent aucun désir d'attaquer la Pologne, et ne disposent de toute façon pas dans l'immédiat des moyens militaires de le faire. En matière de menaces importantes, la Pologne reconnaît que les crises et les conflits locaux peuvent porter atteinte à la sécurité de la Pologne et qu'une attention particulière doit leur être portée. Elle se déclare prête à intervenir dans ce genre de situation de façon militaire si elle le juge nécessaire, que ce soit de façon multilatérale ou unilatérale. La Pologne cite aussi les « régions avec un potentiel militaire excessif » comme représentant une menace possible contre l'État polonais. C'est sous cette appellation que la Pologne regroupe les États susceptibles de disposer de forces militaires conventionnelles importantes et qui pourraient un jour décider de s'en servir contre elle. Afin de minimiser ce risque, la Pologne met l'accent sur la promotion de la démocratie et de la stabilité, et l'engagement de ces États auprès des régimes internationaux de contrôles en matière d'armements. Cette catégorisation semble adressée à l'Ukraine et à la Biélorussie, mais également à la Russie; l'armée russe ne semble donc plus être perçue comme une menace imminente à la sécurité territoriale, mais la Pologne n'écarte pas qu'un futur gouvernement russe puisse se servir de ses forces militaires contre elle.²⁸

En termes d'identités et de préférences, ces changements s'expliquent par l'identité collective en matière de sécurité et de défense acquise à travers l'appartenance à l'OTAN, et qui fait croire à la Pologne que les États membres de l'OTAN, et tout particulièrement les États-Unis, prendront sa défense de façon active en cas d'invasion. Les relations plus stables avec ses voisins, même si elles restent parfois tendues, comme dans le cas de la Russie, semblent également modifier l'identité de rôle de la Pologne comme cible potentielle d'une résurgence militariste à l'est de ses frontières pour la rendre moins prévalente. L'élaboration du concept de « région avec un potentiel militaire excessif » indique clairement que même si la

28 Pologne, Ministère de la Défense nationale, « Security Strategy of the Republic of Poland », Varsovie, 4 janvier 2000.

Pologne se sent rassurée de ne pas voir son intégrité territoriale menacée dans un avenir prévisible, son sens de sa propre sécurité face à ses voisins de l'est reste très incertain à plus long terme et que la Pologne conserve une préférence pour faire preuve d'une grande vigilance sur cette question. C'est cet affaiblissement des menaces sur son territoire qui a entraîné une modification de ses préférences face aux États d'Europe de l'Est, mettant en avant la promotion de la démocratie et de la stabilité, de même que la promotion de régimes internationaux de contrôles d'armements, ces initiatives de promotion ayant pour but d'éloigner le spectre d'un renouveau autoritaire et militariste chez ces États. La menace d'une instabilité régionale à travers des conflits internes ou locaux reste par contre présente dans ce document, indiquant que l'identité de rôle où la Pologne se perçoit comme une cible potentielle d'un débordement de tels conflits et d'une instabilité régionale persiste, peut-être en partie à cause de l'expérience récente du Kosovo. Devant ce risque, la Pologne réaffirme sa préférence pour agir de façon active, voire militaire, dans la résolution de tout conflit menaçant la stabilité régionale.²⁹

²⁹ *Idem*

CHAPITRE II

LES ATTENTATS DU 11 SEPTEMBRE 2001

Dans ce chapitre, nous étudierons les impacts des attentats du 11 septembre 2001 sur la politique polonaise de sécurité et de défense. Dans un premier temps, nous examinerons la position polonaise en matière de sécurité et de défense telle qu'elle était définie dans les quelques mois précédant les attentats. Ensuite, nous analyserons les conséquences immédiates des attentats pour la politique polonaise de sécurité et de défense, en nous attardant tout particulièrement aux décisions et positions polonaises manifestées dans les jours et les mois ayant suivi les attentats. En dernier lieu, nous nous pencherons sur les impacts indirects des attentats sur la Pologne, soit les changements apportés aux réformes déjà entreprises au sein des forces armées polonaises pour ajuster les capacités militaires du pays pour faire face aux nouveaux besoins perçus suite aux attentats du 11 septembre 2001.

2.1 Avant les attentats

Le 6 juin 2001, devant l'Assemblée nationale polonaise, Władysław Bartoszewski, le ministre des Affaires étrangères, faisait un discours sur l'état des affaires étrangères de la Pologne et sur ses priorités pour l'année à venir. Il y soulignait l'importance d'appartenir à l'OTAN, « l'alliance défensive la plus puissante au monde » selon ses dires, de même que d'avoir des forces militaires non seulement capables de défendre le territoire polonais, mais également capables de participer aux opérations de l'Alliance. Le ministre y soulignait également que

l'OTAN était, aux yeux de la Pologne, la seule organisation traitant efficacement de sécurité et de défense sur le territoire européen et que son efficacité ne devait pas être compromise par aucune autre initiative. Le ministre ciblait ainsi la nouvelle politique européenne de sécurité et de défense (PESD) que l'Union européenne avait commencé à construire depuis la crise du Kosovo et dont nous reparlerons plus tard. Le ministre énonçait également l'engagement de la Pologne à prendre part de façon active au développement de la PESD, avec comme objectif d'augmenter la coopération entre cette dernière et l'OTAN de façon à s'assurer que l'Alliance conserve sa primauté en matière de sécurité et de défense.¹ Ce discours illustre bien, par ailleurs, la place grandissante de l'Union européenne dans l'ordre du jour des affaires étrangères de la Pologne, bien que ce soit plus visible dans les domaines ne relevant pas de la sécurité ou de la défense.² Les priorités polonaises pour l'année à venir étaient le désir de la Pologne de voir l'OTAN continuer son expansion à travers une politique de « porte ouverte », de même que le désir de voir l'Alliance renforcer la coopération avec la Russie en matière de sécurité.³

Dans cet énoncé, il est possible de distinguer plusieurs préférences de la Pologne en matière de sécurité et de défense, soit un renforcement des forces militaires polonaises à la fois en matière de défense territoriale et en matière de déploiement à l'étranger, le refus de voir l'efficacité de l'OTAN compromise par toute initiative extérieure pouvant lui faire compétition, le désir de voir l'OTAN prendre de l'expansion à travers l'adhésion d'États d'Europe de l'Est, et le désir de renforcer les liens entre l'OTAN et la Russie. Il est intéressant de noter qu'en matière de sécurité et de défense, la vaste majorité des préférences de la Pologne se retrouvent

1 Pologne, Ministre des Affaires étrangères, « Exposé by the Minister of Foreign Affairs of Poland, Władysław Bartoszewski, to the Diet of the Republic of Poland on the Main Lines of Polish Foreign Policy in 2001 », Varsovie, 6 juin 2001.

2 Andrzej Szeptycki, « Pologne : L'engagement en Irak », dans Patrice Buffotot (dir.), *La défense en Europe : avancées et limites*, Paris, La Documentation française, 2005, pp. 136-137.

3 Pologne, Ministre des Affaires étrangères, « Exposé by the Minister of Foreign Affairs of Poland, Władysław Bartoszewski, to the Diet of the Republic of Poland on the Main Lines of Polish Foreign Policy in 2001 », *loc. cit.*.

dirigées vers l'OTAN.⁴ Plusieurs des identités permettant de comprendre ces préférences ont été mentionnées au chapitre précédent. L'identité collective entre la Pologne et les États membres de l'OTAN en matière de sécurité et de défense que la Pologne cherchait à renforcer explique les préférences de cette dernière visant à rendre l'OTAN la plus efficace possible et à prévenir tout affaiblissement de cette identité collective. Également discernable est l'identité de rôle de la Pologne comme cible potentielle de ses voisins ou victime potentielle d'une instabilité régionale, et qui explique en bonne partie le besoin pour la Pologne de conserver une capacité de défense territoriale importante, de même que le désir d'améliorer les relations avec la Russie à travers une coopération militaire entre cette dernière et l'OTAN.

2.2 Les réactions immédiates

Le 11 septembre 2001, quatre avions furent détournés aux États-Unis et utilisés pour commettre des attentats terroristes dirigés contre le World Trade Center à New York et le Pentagone à Washington. Dès le soir de ces attentats, le président des États-Unis, George W. Bush, invoquait l'article 5 du Traité de l'Atlantique Nord, traité fondateur de l'OTAN. Cet article déclare qu'une attaque contre un seul membre de l'Alliance atlantique est considérée comme une attaque contre tous les membres de l'Alliance. En réponse, au cours d'une réunion d'urgence tenue le soir du 13 septembre 2001, les dix-neuf États membres de l'OTAN activaient cet article, conformément à la demande des États-Unis. Il s'agissait de la première fois dans l'histoire de l'OTAN que la clause de défense mutuelle était invoquée et activée, ce qui conférait au geste une haute importance symbolique, mais aucune composante militaire ne fût incluse dans la réponse de l'Alliance.⁵ Le 7 octobre suivant, les États-Unis entreprenaient des opérations militaires contre l'Afghanistan, dont le

⁴ *Idem*

⁵ Laurent Zechini, « L'Alliance atlantique décide d'activer sa solidarité politique avec les États-Unis », *Le Monde*, 14 septembre 2001, p. 3.

gouvernement avait abrité des membres de l'organisation terroriste ayant commandité les attentats terroristes du 11 septembre.⁶

Ces attentats terroristes ont suscité la plus grande vague d'expressions de soutien provenant d'Europe envers les États-Unis depuis la fin de la Guerre froide, mais dans les mois qui ont suivi, trois tendances ont été observées. Premièrement, au cours des opérations militaires, les États-Unis ont préféré agir seuls ou coopérer avec des États comme la Russie et le Pakistan, géographiquement près de l'Afghanistan et prêts à aider les États-Unis, plutôt que de demander l'assistance de l'Alliance, comme ils auraient pu le faire une fois l'article 5 activé. Deuxièmement, les États-Unis n'ont que très peu utilisé les ressources politiques et militaires de l'OTAN, préférant même consulter certains États membres directement plutôt qu'à travers les organes de l'Alliance. Troisièmement, une sorte de « directoire » a vu le jour au sein de l'Union européenne, lorsque la Grande-Bretagne, la France et l'Allemagne se sont consultées sur leurs réponses respectives face aux événements et ont tenté par la suite de faire adopter leur réponse par l'ensemble de l'Union européenne.⁷

La Pologne a tiré une observation supplémentaire des événements suivant les attentats du 11 septembre 2001, soit les différences dans l'interprétation des conséquences de l'invocation de l'article 5 entre les États membres de l'Alliance. Par exemple, pour l'Allemagne il s'agissait d'un geste symbolique qui mettait en avant l'aspect politique de l'OTAN, alors que pour la Pologne il s'agissait d'une demande directe d'aide de nature militaire, amenant même dans les jours suivant l'invocation de l'article 5 par les États-Unis à des déclarations affirmant que la Pologne, tout comme les États-Unis, se retrouvait en état de guerre.⁸ La Pologne restait très attachée à la définition traditionnelle de défense mutuelle de l'article 5, et

6 « Les premières frappes américaines et britanniques contre Ben Laden », *Le Monde*, 9 octobre 2001, p. 2.

7 Marcin Zaborowski, « Poland and Transatlantic Relations in the Twenty-First Century », dans Zaborowski et H. Dunn (dir.), *op. cit.*, pp. 123-125.

8 Lang, *loc. cit.*, p. 109

n'était pas à l'aise avec la lecture que certains États faisaient de son invocation par les États-Unis. Elle refusait de n'y voir qu'un symbole du renouveau du rôle principal de l'Alliance pour l'adapter à un environnement international différent de celui qui avait vu sa naissance.⁹ Au cours d'une allocution devant le Parlement faite le 25 octobre 2001, le premier ministre polonais, Leszek Miller, prenait position à ce sujet. Il déclarait que pour la Pologne, l'OTAN devait conserver sa mission première d'être d'abord et avant tout une alliance défensive, tout en concédant qu'elle devait également prendre une plus grande place dans la stabilisation et la gestion de crise dans la zone Euro atlantique, en plus de relever d'augmenter ses capacités à relever de nouveaux défis, dont la lutte contre le terrorisme.¹⁰

Face à l'invocation faite de l'article 5 du Traité de l'Atlantique Nord, la position polonaise était sans équivoque : elle désirait conserver une interprétation dite classique de cet article, c'est-à-dire continuer à y voir une demande officielle d'aide de nature militaire auprès des États membres de l'Alliance. Face à une interprétation plus politique et symbolique adoptée par la majorité des membres de l'OTAN, la Pologne faisait bande à part. Cette résistance polonaise s'explique en bonne partie par sa peur toujours présente de voir la Russie dans un avenir lointain redevenir l'ennemie de jadis et renouer avec un expansionnisme militaire vis-à-vis les anciens États satellites de l'époque soviétique. Cette identité de rôle de cible potentielle de la Russie se combine à la peur de voir cette symbolisation de l'article 5 de l'OTAN miner l'identité collective en matière de sécurité et de défense que partagent les membres de l'OTAN.¹¹ Toute transformation de l'OTAN pour la rendre moins contraignante en termes de solidarité militaire en cas d'agression contre le territoire d'un des États membres rendrait caduques les raisons ayant poussé la Pologne à vouloir être membre de l'OTAN. Si la notion d'identité collective en

9 H. Dunn, *loc. cit.*, pp. 72-73.

10 Pologne, Premier ministre, « Exposé by the Polish Prime Minister, Leszek Miller, to the Diet of the Republic of Poland », Varsovie, 25 octobre 2001.

11 Christopher Bobinski, « Polish Illusions and Reality », dans Anatol Lieven et Dmitri Trenin (dir.), *Ambivalent Neighbors: The EU, NATO and the Price of Membership*, Washington, Carnegie Endowment for International Peace, 2003, pp. 241-242.

matière de sécurité et de défense partagée par les membres de l'OTAN devait être perdue, c'est le sentiment de sécurité de la Pologne qui disparaîtrait, renforçant l'identité de rôle de la Pologne comme cible potentielle alors même que son adhésion à l'Alliance avait affaibli cette identité.

Cette résistance polonaise à voir le rôle principal de l'Alliance changer a suscité de nombreuses critiques, particulièrement provenant des États-Unis. La principale critique était que dans un contexte où une invasion militaire de la Pologne semblait des plus improbable, cette dernière devrait prioriser le développement des capacités de ses forces armées à être déployées à l'étranger dans un contexte d'intervention ou de maintien de la paix, plutôt que de continuer à voir la défense territoriale comme la seule priorité valable pour ses forces armées. En bref, tant que le maintien de la priorité de la défense du territoire polonais ne se ferait pas au détriment des autres rôles que son adhésion à l'OTAN lui demandait aujourd'hui d'assumer, les États-Unis se montreraient compréhensifs.¹² Cette interprétation classique de l'article 5 par la Pologne n'a pas empêché certains observateurs allemands de constater que la Pologne restait malgré tout très impliquée dans les opérations de maintien de la paix dans les Balkans et ailleurs, et que certaines de ces opérations avaient été entreprises par l'OTAN dans un cadre certainement très différent de la défense mutuelle prévue par l'article 5 de l'Alliance, et que la Pologne s'était montrée à la hauteur.¹³ Ces commentaires cherchaient donc à atténuer les critiques émises par les États-Unis.

C'est dans ce contexte que la Pologne s'est vue demander par les États-Unis de contribuer aux opérations militaires, ce qu'elle s'empressa d'accepter.¹⁴ Se voulant une façon de démontrer son soutien aux États-Unis autrement que par des déclarations, l'aide polonaise démontra également les limites des capacités de déploiement de ses forces militaires. En effet, les 80 premiers soldats polonais,

¹² Dunn, *loc. cit.*, pp. 72-73.

¹³ Lang, *loc. cit.*, p. 109

¹⁴ Zaborowski, *loc. cit.*, p. 127.

issus des forces spéciales, n'arrivèrent qu'en janvier 2002 en Afghanistan, ayant du suivre des cours d'anglais avant de pouvoir être déployées.¹⁵ La contribution polonaise s'est ensuite élevée à 300 soldats, ajoutant au contingent des forces spéciales des sapeurs et des experts en guerre chimique et bactériologique. Il s'agissait d'un geste d'impact limité en termes militaires, mais d'un fort symbole politique de la volonté polonaise d'être considérée comme un partenaire important par les États-Unis.¹⁶ La Pologne prit également l'initiative d'organiser en novembre 2001 un sommet des États d'Europe centrale et de l'est portant sur la lutte au terrorisme, de même que de collaborer avec les États-Unis pour restreindre le financement et la liberté de mouvement de présumés terroristes.¹⁷

Ce sommet des États d'Europe centrale et de l'Est représentait également en partie une incarnation de cette préférence de soutenir le plus fermement possible la lutte au terrorisme entamée par les États-Unis suite au 11 septembre 2001. Bien que le désir de démontrer l'identité de rôle d'allié efficace ait sans aucun doute été présent dans cette décision, elle manifeste également une autre identité importante, soit une identité de rôle de la Pologne comme leader dans cette région. La Pologne avait l'impression de partager avec les autres États ayant vécu sous le joug imposé par l'Union soviétique une destinée commune. À travers son adhésion à l'OTAN et son adhésion prochaine à l'Union européenne, la Pologne voulait à la fois sensibiliser ces deux organisations sur les réalités vécues par les États anciennement communistes d'Europe centrale et de l'Est, mais également éduquer ces mêmes États sur les exigences et les possibilités offertes par ces deux organisations. La Pologne était convaincue que son histoire, son parcours rapide vers la démocratie et sa transition comparativement réussie à l'économie de marché la prédestinent à prendre un rôle de leader politique au sein de cette région. Ainsi, la Pologne, en prenant l'initiative de ce sommet, affirmait son identité de rôle de leader

15 Dunn, *loc. cit.*, pp. 72-73.

16 *Ibid.*, pp. 67-68.

17 Kapiszewski et Davis, *loc. cit.*, p. 205.

régional, d'exemple à suivre pour les États ayant partagé la vécu comme elle sous la tutelle soviétique.¹⁸

La solidarité manifestée vis-à-vis des États-Unis n'était pas un phénomène unique à la Pologne. Nombreux furent les États qui participèrent à cette vague de sympathie, mais la Pologne a poussé la sympathie un peu plus loin que la vaste majorité des États, comme l'indiquent certaines déclarations faites dans les jours suivant les attentats et qui affirmèrent, comme nous l'avons vu plus tôt, que la Pologne se trouvait en état de guerre aux côtés des États-Unis.¹⁹ Ce soutien s'explique principalement par une identité naissante, soit l'identité collective en matière de sécurité et de défense que la Pologne souhaitait voir se concrétiser entre elle-même et les États-Unis. Ces déclarations visant à affirmer que la Pologne se retrouvait en état de guerre aux côtés des États-Unis enlèvent tout doute quant à la possibilité qu'un autre type d'identité, qu'elle soit de type ou de rôle, puisse être à l'origine de cette préférence. La Pologne se déclarait en guerre contre l'agresseur des États-Unis au même titre qu'elle espérait que toute agression contre le territoire polonais entraînerait une déclaration de guerre contre l'État responsable de cette agression de la part des États-Unis.

L'envoi de troupes en Afghanistan reflète en partie également cette identité collective que la Pologne ressentait vis-à-vis les États-Unis en matière de sécurité et de défense, mais une autre identité entre également en jeu. Pour la Pologne, il s'agissait davantage de démontrer sa valeur en tant qu'alliée auprès des États-Unis. Bien que l'identité collective ressentie par la Pologne vis-à-vis des États-Unis soit forte, la Pologne voulait d'abord et avant tout la renforcer, et s'assurer de sa réciprocité de la part des États-Unis en prouvant que la Pologne pouvait également venir à la défense des États-Unis en cas de besoin. Selon les propos du ministre des Affaires étrangères de la Pologne, Włodzimierz Cimoszewicz, il s'agissait de démontrer que la Pologne était une alliée crédible et un membre actif au sein de

18 Osica, *loc. cit.*, pp. 24-26.

19 Lang, *loc. cit.*, pp. 109-110.

l'OTAN, et également de se placer dans une position où elle se voyait travailler côte à côte avec les États-Unis pour renforcer l'OTAN.²⁰

La relation avec les États-Unis était donc très importante pour la Pologne, mais il peut tout de même paraître surprenant de voir la Pologne non seulement prendre la défense de l'hégémonie des États-Unis sur la scène internationale, mais également la considérer comme désirable. Le président polonais Aleksander Kwaśniewski déclarait en janvier 2003 que la position hégémonique des États-Unis sur la scène internationale était indéniable et que la Pologne n'y avait aucune objection.²¹ La Pologne avait accepté l'idée, basée sur son histoire à la fois récente et plus ancienne, qu'elle était incapable de suffire de façon autonome à ses besoins en matière de sécurité et de défense, et par conséquent, la Pologne préférait voir un système international dominé par un État hégémonique, en autant que ce dernier soit libéral, démocratique, et éloigné physiquement. Du point de vue polonais, les États-Unis remplissaient ces critères. Ce mélange d'une identité de rôle de la Pologne comme cible potentielle, évoquée plus haut, et d'identités de types comme la liberté et la démocratie libérale partagées avec un État en position d'agir comme protecteur de la Pologne expliquent le besoin polonais de démontrer en gestes concrets l'identité de rôle d'une Pologne digne d'être l'alliée de cet État hégémonique et prête à venir elle-même à la défense de cet État si besoin était. De plus, la Pologne de l'après 11 septembre 2001 restait incertaine quant à sa place au sein de l'Europe, tout en ayant la ferme intention de devenir un joueur important sur le continent. Une relation forte avec les États-Unis était perçue comme contribuant à trouver et à prendre cette place.²²

20 Pologne, Ministre des Affaires étrangères, « Information by the Minister of Foreign Affairs, Mr. Włodzimierz Cimoszewicz, on the fundamental directions of the Polish foreign policy presented at the 16th Session of the Sejm on March 14th, 2002 », Varsovie, 14 mars 2002.

21 Marcin Zaborowski, *From America's protégé to constructive European: Polish security policy in the twenty-first century*, Occasional Paper n. 56, Paris, European Union Institute for Security Studies, décembre 2004, p. 7.

22 *Ibid.*, p. 8.

Les attentats du 11 septembre 2001 ont également influencé directement la politique polonaise vis-à-vis ses voisins de l'est, et plus particulièrement vis-à-vis la Russie. Le soutien de cette dernière pour la politique de lutte contre le terrorisme mise en avant par les États-Unis a entraîné un rapprochement entre l'OTAN et la Russie de même qu'un renouveau de la coopération entre la Russie et la Pologne. Outre le ton plus chaleureux lors des échanges entre les deux États, une augmentation marquée des liens diplomatiques, soit au niveau des organisations internationales ou des liens bilatéraux entre les deux pays, a été remarquée. Ce rapprochement a eu comme conséquence que la Pologne a vu sa place prendre de l'importance au sein de l'OTAN. Cette volonté démontrée par la Pologne de laisser de côté ses craintes traditionnelles au sujet de la Russie au cours de cette période a été soulignée, et appréciée, par les États-Unis.²³ Malgré ces efforts et ce rapprochement russo-polonais, la Pologne s'est montrée très réticente à la possibilité d'avoir la Russie comme partenaire de l'Alliance. La Pologne demandait à être rassurée sur trois points : l'absence de tout droit de veto accordé à la Russie en matière de décisions prises à l'intérieur de l'Alliance, le refus de permettre à la Russie de bloquer tout élargissement à venir de l'OTAN, et finalement, l'exigence qu'un rapprochement avec la Russie n'entraîne pas une marginalisation de l'Ukraine. Ces demandes ont trouvé un écho chez d'autres membres de l'Alliance, à divers degrés.²⁴

Devant l'amélioration des rapports entre la Russie et les États-Unis après les attentats du 11 septembre 2001, et devant la volonté de la Russie de coopérer dans la lutte au terrorisme et l'attitude plus favorable aux États occidentaux adoptée par la Russie dans le domaine de ses affaires extérieures, la Pologne s'est efforcée d'améliorer ses relations avec cette dernière.²⁵ La coopération plus grande entre les États-Unis et la Russie signifiait également que travailler avec la Russie devenait

23 Dunn, *loc. cit.*, pp. 71-72.

24 Lang, *loc. cit.*, pp. 109-110.

25 Zaborowski, « Poland and Transatlantic Relations in the Twenty-First Century », *loc. cit.*, p. 132

pour la Pologne une preuve de son statut de bon allié, et jouait donc sur cette identité de rôle d'alliée fiable évoquée plus haut, et le changement d'attitude de la Russie vis-à-vis l'Occident signifiait également qu'à court terme, l'identité de rôle de la Pologne comme cible potentielle de la Russie devenait moins forte. Cette dernière identité ne devait toutefois pas disparaître entièrement, comme le prouve le rejet par la Pologne de suggestions d'inviter la Russie à rejoindre les rangs de l'OTAN. Si la Russie devenait membre de l'OTAN, alors l'agresseur potentiel de demain serait membre de la même organisation de défense mutuelle que la Pologne et sur laquelle cette dernière mettait sa confiance pour la protéger de toute attaque provenant de la Russie.

2.3 L'impact sur les réformes internes polonaises

Suite aux attentats du 11 septembre 2001, la volonté de réformes du ministère de la Défense s'est trouvée renouvelée. Déjà depuis janvier 2001, un nouveau programme de modernisation des forces armées avait été entrepris avec comme principal objectif de moderniser les équipements mis à la disposition des soldats polonais. En améliorant leurs équipements, on voulait augmenter les capacités des forces armées polonaises, surtout dans les domaines de leurs capacités de déploiement et de leur interopérabilité avec les forces des États membres de l'OTAN. Un plan quinquennal allant jusqu'en 2006 avait donc été adopté, et ce plan incluait un financement fixe de la défense au cours de la période couverte, une baisse des effectifs pour atteindre 150 000 soldats, des fermetures de garnisons et d'académies militaires, une réduction de 40 % dans l'ensemble des infrastructures militaires, et le retrait annoncé des plus vieux équipements hérités de la période communiste.²⁶ Un des points importants de ce programme de réformes était qu'à sa conclusion, un tiers des forces armées polonaises se devaient de satisfaire aux exigences de l'OTAN en matière d'interopérabilité. Les implications pratiques de cet

²⁶ Andrew A. Mishta, « Modernizing the Polish Military », dans Zaborowski et H. Dunn (dir.), *op. cit.*, p. 44.

objectif divisaient les forces armées en deux groupes, soit d'un côté un petit contingent de forces « modèles » pouvant être déployées à l'étranger pour prendre part à des missions internationales, et de l'autre côté, le gros des forces armées encore ancrées dans une logique de défense territoriale et munies d'équipements comparativement désuets.²⁷ Dans les mois qui ont suivi les attentats terroristes aux États-Unis, ce plan fut modifié pour faire des forces armées polonaises un outil plus flexible dans le cadre de déploiement à l'étranger, augmentant encore davantage en termes relatifs les dépenses dévolues aux forces de réaction rapide.²⁸

Un des symboles de cette logique à deux vitesses résidait dans la mesure de la conscription, encore et toujours préservée en Pologne. Au cours des années, et avant même l'entrée de la Pologne au sein de l'OTAN, la durée de la conscription avait été réduite, et le nombre de conscrits abaissé pour céder la place à des soldats professionnels ou encore à des soldats non professionnels, c'est-à-dire des conscrits continuant leur service pour une période contractuelle de quatre à sept ans.²⁹ Malgré les nombreuses critiques que les États membres de l'OTAN et de l'Union européenne ont exprimés au sujet de la poursuite de la conscription en Pologne, et malgré la professionnalisation croissante de ses forces armées, la conscription n'était pas éliminée.³⁰ Ce qui justifiait la conservation de cette mesure était la perception toujours présente en Pologne que son territoire devait être protégé à tout prix et la croyance que la meilleure défense territoriale passait par la conscription expliquant cet état des choses.³¹

De nouveaux équipements furent donc acquis au cours de cette période, dont des avions de transport, des avions de chasse, des véhicules de transports de

27 Zaborowski et Longhurst, *loc. cit.*, pp. 1024-1025.

28 Kerry Longhurst, « From Security Consumer to Security Provider – Poland and Transatlantic Security in the Twenty-First Century », *Defense Studies*, vol. 2, no 2, été 2002, p. 58.

29 Szeptycki, *loc. cit.*, pp. 138-139.

30 Longhurst, *loc. cit.*, p. 59.

31 Zaborowski, « Poland and Transatlantic Relations in the Twenty-First Century », *loc. cit.*, p. 131

troupes et des missiles antichars. De même, plusieurs équipements déjà à la disposition des forces armées polonaises furent modernisés pour satisfaire aux standards de l'OTAN, et plus particulièrement la flotte d'avions de chasse et d'hélicoptères hérités de la période soviétique. Finalement, plusieurs États décidèrent d'aider la Pologne à moderniser ses équipements, notamment l'Allemagne, les États-Unis et la Norvège, en lui donnant ou en lui vendant pour une somme symbolique (1 euro, par exemple) des navires, des hélicoptères, des avions de transport, des avions de chasse, des chars d'assaut, et même un sous-marin, le tout issu de leurs surplus militaires nationaux.³² La période la plus active dans le domaine du renouvellement des équipements se déroula en 2002-2003, alors que 128 chars et 22 avions de chasse provenant des surplus des forces armées allemandes, 690 véhicules blindés de transports de troupes achetés à une firme finlandaise, et 48 nouveaux avions de chasse ont été acquis par la Pologne.³³

L'achat de ces avions de chasse fût certes une des décisions les plus médiatisées et les plus controversées de cette série d'acquisitions. L'avion de chasse choisi provenait de la compagnie Lockheed-Martin, basée aux États-Unis, et l'achat fut facilité par l'octroi d'un prêt à faible taux d'intérêt de 3,8 milliards de dollars américains accordé par le Congrès des États-Unis, ce qui constituait le prêt militaire le plus important en valeur absolue accordé par cet État. Cette décision laissait sur la touche une compagnie européenne, BAE Systems, qui avait proposé un autre avion de chasse à la Pologne. Cet avion répondait, selon certains analystes, mieux aux exigences techniques de l'appel d'offres que l'appareil de Lockheed-Martin. Face à un choix similaire, d'autres États d'Europe centrale et de l'Est avaient pourtant préféré l'appareil de BAE Systems.³⁴ La décision polonaise s'inscrivait cependant dans la lignée de ses priorités, telles qu'exprimées par le président polonais lors de son discours à West Point, mentionné plus haut. Il y avait déclaré

32 Kapiszewski et Davis, *loc. cit.*, p. 197.

33 Szeptycki, *loc. cit.*, pp. 138-139.

34 Rafał Trzaskowski, « Poland », dans *Bigger EU, wider CFSP, stronger ESDP? The view from Central Europe*, Antonio Missiroli (dir.), Occasional Papers, no 34, Paris, European Union Institute for Security Studies, avril 2002, p. 22

que les États-Unis tenaient le premier rôle dans les affaires internationales et que ce fait était incontournable et qu'il devait en être ainsi, ajoutant que la Pologne se tenait prête à agir aux côtés des États-Unis pour s'assurer que l'Europe et les États-Unis allaient travailler main dans la main en matière de sécurité transatlantique.³⁵ En bref, la Pologne n'avait pas seulement choisi un avion sur la base de ses mérites, mais également sur la base de l'État d'où il provenait. Le choix de l'avion provenant des États-Unis au détriment d'un avion d'origine européenne et correspondant davantage aux demandes polonaises³⁶ peut sembler difficile à justifier en terme de préférences si l'on observe l'identité de rôle de la Pologne en tant qu'alliée fiable et efficace au sein de l'OTAN. Par contre, cette préférence s'explique mieux lorsque l'on considère l'identité collective avec les États-Unis en matière de sécurité et de défense que la Pologne tentait de mettre en place à la fois chez elle et aux États-Unis. Il s'agissait donc davantage d'un choix stratégique visant à continuer le rapprochement entre les deux États plutôt qu'un choix technique limité à l'amélioration des capacités militaires des forces armées polonaises.³⁷ Au moment d'annoncer cette décision, la Pologne mettait d'ailleurs en avant que cette décision démontrait sa transformation en allié des États-Unis et la naissance d'une relation spéciale entre les deux États.³⁸

Pour la Pologne, l'aide que lui a apporté les États membres de l'OTAN en matière d'armements, à la fois à travers les dons et la vente d'armements issus de leurs arsenaux pour des sommes symboliques, cautionnait la perception d'une identité collective en matière de sécurité et de défense entre les États membres de l'OTAN.³⁹ Même si les États-Unis contribuèrent fortement, l'aide apportée par les États européens signalait pour la Pologne que ces États étaient, après tout, prêts à l'aider dans sa défense, atténuant ainsi l'identité de rôle de la Pologne comme victime de l'inaction des États d'Europe de l'Ouest. Au cours de cette modernisation,

35 Zaborowski, *From America's protégé to constructive European*, op. cit., p. 7.

36 Trzaskowski, *loc. cit.*, p. 22

37 Zaborowski, *From America's protégé to constructive European*, op. cit., p. 12

38 *Ibid.*, p. 7.

39 Kapiszewski et Davis, *loc. cit.*, p. 197.

le lien avec les États-Unis s'est également renforcé à travers des coopérations militaires. Par exemple, depuis 2001 les États-Unis ont demandé à la Pologne de participer à son projet de bouclier antimissile, l'ont aidé à moderniser ses processus d'acquisition d'équipements, et de nombreux entraînements militaires conjoints ont eu lieu entre les deux États.⁴⁰ Cette coopération militaire accrue entre les deux États était due en partie à l'identité de rôle de bon allié que la Pologne désirait jouer, en obtenant ou en acceptant le plus grand nombre d'efforts demandés par les États-Unis en matière de sécurité et de défense, et commençait même à donner lieu, pour la Pologne, à un renouveau des efforts pour voir une identité collective en matière de sécurité et de défense naître entre les États-Unis et la Pologne, une identité que la Pologne désirait obtenir à l'extérieur du cadre de l'OTAN comme assurance en cas de perte de l'identité collective de sécurité et de défense entre les États membres de l'OTAN. Du point de vue polonais, le rôle secondaire de l'OTAN dans les actions entreprises par les États-Unis suite aux attentats du 11 septembre 2001 augmentait également l'importance du lien entre les deux États à l'extérieur de toute organisation internationale.

Ce programme de modernisation avait, par contre, ses limites. Ainsi, la conscription restait présente au sein des forces militaires polonaises, et les choix polonais avaient mené à la création de forces armées à deux vitesses, soit une petite partie des forces armées moderne et capable d'être déployée à l'étranger pour effectuer des opérations en coopération avec les forces armées des autres États membres de l'OTAN, et la majorité des forces armées polonaises moins bien équipées et vouées à la défense territoriale. Le maintien de la conscription était jugé vital pour la sécurité territoriale de la Pologne, qui se considérait comme incarnant la frontière orientale de l'OTAN, et donc qui jugeait que l'intégrité de son territoire était plus menacée que celle des États membres plus éloignés de cette frontière.⁴¹ En même temps, la Pologne augmentait la professionnalisation de ses forces armées et

⁴⁰ *Ibid.*, p. 206.

⁴¹ Longhurst, *loc. cit.*, p. 59.

par conséquent diminuait le nombre de conscrits appelés et réduisait leur temps de service.⁴² Ce maintien d'une institution jugée obsolète par une majorité des alliés de la Pologne, à la fois au sein de l'OTAN et de l'Union européenne, et l'apparition au même moment de forces militaires modernes et capables d'être déployées au sein d'opérations multinationales reflète bien le conflit entre deux identités polonaises, soit entre l'identité de rôle de la Pologne désirant être un allié fiable et efficace en matière de sécurité et de défense, et de l'autre côté l'identité de rôle d'une Pologne pouvant être une cible potentielle d'une invasion territoriale.⁴³ Cette réserve polonaise face à l'abandon de sa défense territoriale jouait par contre en sa défaveur, les États-Unis et l'OTAN en général considérant que son maintien nuisait à l'efficacité des forces militaires polonaises et à leur capacité en général, ce qui minait l'image de bon allié que la Pologne cherchait à projeter.⁴⁴

42 Szeptycki, *loc. cit.*, pp. 138-139.

43 Zaborowski et Longhurst, *loc. cit.*, pp. 1024-1025.

44 *Ibid.*, 1023-1024.

CHAPITRE III

LA CRISE IRAKIENNE

Au cours de ce troisième chapitre, nous analyserons la crise internationale qui a vu le jour autour de la question irakienne, du renouveau des pressions provenant des États-Unis sur le régime irakien, jusqu'à l'invasion et l'occupation du territoire de l'Irak par une coalition d'États menée par les États-Unis, coalition dont la Pologne faisait partie. La première section se penchera sur la crise diplomatique entourant l'Irak et la position polonaise au sein de cette crise. La deuxième section sera consacrée à l'invasion et à l'occupation du territoire irakien par les États-Unis et la coalition des volontaires alliés avec eux, en mettant l'accent sur la décision polonaise de participer à l'invasion et à l'occupation au sein de cette coalition. La dernière section s'interrogera sur les répercussions à long terme de cette décision pour la politique polonaise de sécurité et de défense et sur les leçons que les Polonais ont tirées de leur participation aux opérations militaires en Irak.

3.1 La crise diplomatique

Le 10 novembre 2002, le Conseil de sécurité de l'ONU adoptait à l'unanimité la résolution 1441 demandant à l'Irak de volontairement livrer toutes les armes de destruction massive (chimique, biologique ou nucléaire) en sa possession ou de démanteler tout programme destiné à en construire. L'Irak devait fournir des preuves incontestables qu'elle obéissait ou qu'elle n'avait en sa possession aucune arme de destruction massive ni ne menait aucun programme visant à en produire. Pour

s'assurer de la coopération de l'Irak et de la véracité de ses dires, un régime d'inspection international serait mis sur pied et déployé sur le territoire irakien. Si l'Irak n'acceptait pas les exigences de cette résolution à l'intérieur de sept jours et si elle ne s'y conformait pas, le Conseil de sécurité prévoyait se réunir de nouveau pour déterminer de la marche à suivre.¹ L'Irak accepta les termes de la résolution et présenta des documents visant à prouver sa coopération, mais les États-Unis l'accusèrent d'avoir péché par omission, qualifiant ces omissions de « violations patentes » de la résolution 1441 du Conseil de sécurité de l'ONU, et menacèrent d'avoir recours à des moyens militaires pour forcer l'Irak à obtempérer.² Le 30 janvier 2003, huit États européens (Grande-Bretagne, Espagne, Italie, Portugal, Danemark, République tchèque, Pologne, Hongrie) firent publier une lettre commune soutenant la position des États-Unis face à l'Irak. Cette lettre, communément appelée « lettre des huit », et la position qu'elle défendait étaient en opposition avec les positions de la France et de l'Allemagne, qui dénonçaient les menaces de recours militaire que les États-Unis laissaient planer et qui prônaient plutôt de laisser se poursuivre la mission du régime d'inspection international.³ Le 5 février 2003, les États-Unis exposaient devant l'Assemblée générale de l'ONU leur version des faits sur la situation des armes de destruction massive en Irak, clamant que ces armes existaient bel et bien et que le gouvernement irakien les cachait.⁴ Malgré cette présentation, une seconde résolution du Conseil de sécurité de l'ONU autorisant une intervention militaire punitive contre l'Irak n'a pas été obtenue. Le 20 mars 2003, sans avoir le soutien explicite du Conseil de sécurité de l'ONU, les États-Unis

1 « Le compte à rebours pour soumettre Saddam Hussein est lancé », *Le Monde*, 11 novembre 2002, p.2.

2 « Convaincu de l'imminence d'une guerre, l'Irak plaide non coupable », *Le Monde*, 24 décembre 2002, p. 2.

3 « Les Européens affichent leurs divisions face à Washington », *Le Monde*, 31 janvier 2003, p. 5.

4 « Les États-Unis ont lancé leurs premières offensives contre l'Irak », *Le Monde*, 21 mars 2003, p. 2.

mettaient fin au suspense en envahissant l'Irak à la tête d'une coalition surnommée la « coalition des volontaires ».⁵

Alors qu'à l'intérieur même du Conseil de sécurité les États présents ne s'entendaient pas sur la nécessité d'une nouvelle résolution autorisant officiellement le recours militaire, la Pologne soutenait la position des États-Unis. Cette préférence polonaise s'explique par plusieurs identités. Premièrement, il s'agit de l'identité de rôle de la Pologne comme alliée modèle, cette fois des États-Unis. Cette identité de rôle était influencée et influençait en retour le désir de la Pologne de voir l'identité collective en matière de sécurité et de défense avec les États-Unis se concrétiser. En prenant position aux côtés des États-Unis sur la scène diplomatique, la Pologne cherchait à démontrer hors de tout doute aux États-Unis que même si l'ensemble de la communauté internationale n'était pas en accord avec une position des États-Unis, la Pologne lui resterait fidèle.⁶

Comment expliquer la fermeté de la position polonaise de soutenir la position des États-Unis alors même que la France et l'Allemagne, deux États importants dans les négociations entreprises pour permettre à la Pologne de se joindre à l'Union européenne, étaient contre? Même en faisant abstraction des identités de la Pologne et de ses préférences vis-à-vis les États-Unis, il est possible de distinguer les préférences de la Pologne propres à sa relation avec les États membres de l'Union européenne. Face aux positions de la France et de l'Allemagne, fermement opposées au recours à la force des armes demandé par les États-Unis, la Pologne a eu peur de voir son influence auprès de l'Union européenne diminuer et de voir également l'ordre du jour de l'ensemble de l'Union européenne en matière d'affaires étrangères être déterminé par deux États. Devant ces craintes, deux possibilités s'offraient à la Pologne : adopter la position franco-allemande, et avoir l'impression d'être exclue du processus de décision de l'Union européenne en matière d'affaires

5 « Irak : les accusations américaines divisent le Conseil de sécurité », *Le Monde*, 7 février 2003, p. 2.

6 Zaborowski, *From America's protégé to constructive European*, *op. cit.*, pp. 11-15.

étrangères, ou se distancer de la position franco-allemande et réitérer ainsi son désir de voir son opinion prise en ligne de compte.⁷ La préférence de la Pologne s'est tournée vers cette deuxième option, principalement à cause de deux identités propres à sa relation avec l'Union européenne, soit l'identité de rôle de leader dans la région d'Europe centrale et de l'Est mentionnée plus tôt, et de l'autre, une identité de rôle de la Pologne voulant prendre une place importante au sein de l'Union européenne. La Pologne allait être appelée, une fois membre de l'Union européenne, à occuper une place similaire en terme d'espace institutionnel alloué à celle qu'occupe l'Espagne, et la Pologne avait bien l'intention d'occuper cet espace au maximum, malgré des capacités économiques, militaires et politiques en deçà de celles de l'Espagne.⁸

La crise diplomatique entourant l'Irak a eu des répercussions sur la politique polonaise de sécurité et de défense. À preuve, au cours de son allocution sur l'état de la politique étrangère polonaise et sur les objectifs de l'année à venir, livrée le 22 janvier 2003, soit quelques jours avant la publication de la « lettre des huit », le ministre des Affaires étrangères polonais, Włodzimierz Cimoszewicz, mettait l'accent sur les menaces que la Pologne percevait depuis les attentats du 11 septembre 2001, soit le terrorisme, les États « en faillite », la prolifération des armes de destruction massive et le crime organisé. Plus spécifiquement, le ministre regrettait que les informations provenant d'Irak semblaient indiquer que cet État ne se conformait pas entièrement à la résolution 1441 du Conseil de sécurité de l'ONU. En attendant les résultats issus du régime d'inspection international en Irak, il déclarait que toute violation du contenu de la résolution 1441 par l'Irak devait entraîner une réponse ferme, et que la Pologne supporterait cette réponse si les

7 *Idem*

8 Konstanty Gebert, « Between the European Union and the United States: Does Poland Have to Choose? » dans Daniel S. Hamilton (dir.), *Conflict and Cooperation in Transatlantic Relations*, Washington, Center for Transatlantic Relations, 2004, pp. 27-28

moyens pacifiques pour résoudre la crise semblaient épuisés.⁹ La signature de la « lettre des huit » par la Pologne eut également des effets négatifs sur ses relations bilatérales avec plusieurs États européens. Le président français Jacques Chirac y alla même d'une déclaration affirmant que la Pologne, en tant que nouvelle venue sur la scène internationale, aurait dû rester coite au cours d'un débat aussi sérieux. D'autres critiques accusèrent la Pologne d'avoir accepté de promouvoir les intérêts américains en Europe en échange d'une rétribution quelconque, ou même d'être le cheval de Troie des États-Unis en Europe.¹⁰

La décision polonaise de participer à la « lettre des huit » s'inscrit à la jonction des identités déjà mentionnées. En manifestant son soutien à la position des États-Unis de façon aussi publique et en le faisant aux côtés de la Grande-Bretagne, du Danemark, de l'Espagne, de l'Italie, de la République tchèque, de la Hongrie et du Portugal, la Pologne cherchait d'abord et avant tout à manifester son identité de rôle de bon allié au sein de l'OTAN. Également en jeu était le positionnement de la Pologne au sein de l'Union européenne. Bien que tous membres de l'OTAN, trois des huit signataires n'étaient pas encore membres de l'Union européenne, dont la Pologne. En prenant position commune avec ces États en faveur des États-Unis, la Pologne défendait son identité de rôle de joueur important au sein de l'Union européenne en s'entendant avec cinq États déjà membres de l'Union européenne et deux États promis à le devenir, ce qui donnait plus de poids à son choix de se distancer des positions de la France et de l'Allemagne. Les vives critiques provenant de plusieurs États et de plusieurs commentateurs suite à la parution de cette lettre confirmèrent à la Pologne qu'elle devait défendre cette dernière identité avec force.¹¹

9 Pologne, Ministre des Affaires étrangères, « Information of the Government of the Republic of Poland on the subject of Polish Foreign Policy in 2003 by Mr. Włodzimierz Cimoszewicz, Foreign Minister of the Republic of Poland », Varsovie, 22 janvier 2003.

10 Kapiszewski et Davis, *loc. cit.*, p. 206.

11 *Idem*

Le ministre polonais des Affaires étrangères fit un discours à l'université de New South Wales, à Sydney, en Australie, le 3 mars 2003, soit à un peu plus de deux semaines du début de l'invasion de l'Irak. Il y évoquait les inquiétudes de la Pologne face aux réactions de l'ONU au cours de la crise irakienne. Plus particulièrement, la Pologne s'inquiétait de voir le Conseil de sécurité de l'ONU être incapable de s'entendre sur la voie à suivre pour résoudre la crise irakienne. Le ministre se demandait également, à la lumière des débats ayant entouré l'invasion de l'Afghanistan et la question du droit à l'intervention sur le territoire d'un État tiers, s'il ne serait pas approprié de modifier les normes de l'ONU afin de légitimer plus facilement une action militaire préventive advenant le non-respect du droit international, se référant à la crise irakienne comme un exemple où une telle modification aurait pu être utile. Pour lui, ces propos ne doivent pas cacher le fait que l'ONU est incapable de tout faire seule, et que plus l'on demande à l'ONU de tout faire, plus sa tâche devient difficile. Ainsi donc, la Pologne croyait que l'ONU devrait partager les tâches qui lui sont dévolues avec d'autres organisations internationales, et plus particulièrement avec des organisations régionales comme l'OTAN, afin de rendre la communauté internationale plus apte à agir en cas de besoin.¹²

3.2 Les opérations militaires

Le 26 mars 2003, une fois les opérations militaires commencées en Irak, Włodzimierz Cimoszewicz, le ministre des Affaires étrangères, se rendait devant le Parlement pour expliquer aux députés la décision du gouvernement non seulement de soutenir l'invasion de l'Irak, mais également pour expliquer la décision prise de participer à cette invasion. Ce choix s'est fait sur la base de l'intérêt de l'État polonais exclusivement, selon lui, mais la plus grande partie de son discours avait

12 Pologne, Ministre des Affaires étrangères, « Poland's View on Global Security Issues : Lecture of the Minister for Foreign Affairs of the Republic of Poland, Mr. Włodzimierz Cimoszewicz », Sydney, 3 mars 2003.

pour but d'éclaircir les questions légales entourant l'invasion. Bien que la résolution 1441 du Conseil de sécurité de l'ONU ne prévoyait pas le recours à la force si l'Irak ne se pliait pas aux exigences des Nations unies, le ministre expliquait que la résolution 687 du Conseil de sécurité, adoptée en 1991, le prévoyait et l'autorisait. Cette résolution contenait les conditions de cessez-le-feu lors d'une précédente invasion de l'Irak. Il y était inscrit que l'Irak disposait de 30 jours pour se débarrasser de toute arme de destruction massive en sa possession. Bien que cette limite de 30 jours soit dépassée depuis plus d'une décennie, le ministre insistait qu'il s'agissait-là d'une base légale suffisante pour rompre le cessez-le-feu et entreprendre une nouvelle invasion de l'Irak puisque cet État n'avait pas prouvé hors de tout doute, aux yeux de la Pologne et des autres partenaires prenant part à la coalition menée par les États-Unis, qu'il ne disposait plus d'armes de destruction massive.¹³

Un autre élément révélateur des identités de la Pologne réside dans son approche vis-à-vis l'ONU. Ayant participé à l'invasion de l'Irak sans mandat explicite de l'ONU¹⁴, et ayant décidée de participer à l'occupation de l'Irak alors qu'à ce moment aucune résolution du Conseil de sécurité de l'ONU ne le mandatait explicitement¹⁵, la position de la Pologne semblait en apparence en être une de faire fi de l'ONU en matière de sécurité et de défense. La position polonaise est toutefois plus complexe. La préférence de la Pologne serait de voir l'ONU devenir plus flexible en matière de droit d'intervention dans un État tiers en cas de violation du droit international.¹⁶ Cette préférence trouve son origine dans deux identités principales, soit l'identité de rôle de la Pologne comme cible potentielle d'un État

13 Pologne, Ministre des Affaires étrangères, « Address by Mr. Włodzimierz Cimoszewicz, Foreign Minister of the Republic of Poland, in the Diet on the participation of a Polish military contingent in the international coalition to force Iraq's compliance with Resolution 1441 of the UN Security Council », Varsovie, 26 mars 2003.

14 *Idem*

15 Taras, *loc. cit.*, p. 470.

16 Pologne, Ministre des Affaires étrangères, « Poland's View on Global Security Issues : Lecture of the Minister for Foreign Affairs of the Republic of Poland, Mr. Włodzimierz Cimoszewicz », *loc. cit.*.

agressif militairement, et l'identité de rôle de la Pologne comme victime de l'inaction des États d'Europe occidentale, ces deux identités ayant été démontrées précédemment. De son identité de rôle de cible potentielle, la Pologne conçoit la préférence de voir les États agissant à l'encontre du droit international être pénalisés sévèrement par la communauté internationale. De son identité de rôle de victime passée de l'inaction, la Pologne conçoit la préférence d'agir militairement de façon préventive pour assurer sa sécurité. Ces deux préférences combinées en viennent à dire qu'en cas de violation du droit international qui porte atteinte à la sécurité étatique, la Pologne voudrait avoir la possibilité, pour elle-même ou pour d'autres, d'agir militairement et de façon préventive contre l'État en question. Au cours de la crise irakienne, le Conseil de sécurité de l'ONU s'est montré incapable d'autoriser explicitement le recours aux moyens militaires pour punir l'Irak de ce qui, pour la Pologne, était une violation du droit international pouvant porter atteinte à la sécurité étatique. Même si la Pologne n'était pas elle-même visée par l'Irak, les États-Unis, eux, percevaient leur sécurité étatique comme menacée par les actions de l'Irak, et la Pologne, de par l'identité collective naissante en matière de sécurité et de défense qu'elle ressentait pour les États-Unis, se sentait donc concernée.

Cette participation polonaise à l'invasion de l'Irak se composait d'unités des forces spéciales. Suite à l'invasion, la Pologne allait continuer à contribuer aux opérations militaires et de maintien de la paix amorcées en Irak en contribuant près de 2500 soldats, de même qu'en assumant le contrôle d'une des quatre zones d'occupation qui lui avait été accordée par les États-Unis. Cette contribution militaire à la force de stabilisation internationale plaçait les soldats polonais au troisième rang des contingents les plus importants sur le territoire irakien, après ceux des États-Unis et de la Grande-Bretagne. Dans un contexte budgétaire difficile, et bien que le coût de transport des soldats polonais vers l'Irak ait été assumé par les États-Unis, il s'agissait là certes d'une contribution exceptionnelle.¹⁷ Plusieurs facteurs ont contribué au choix des États-Unis d'offrir à la Pologne une zone d'occupation en

17 Zaborowski, *From America's protégé to constructive European*, op. cit., pp. 11-15.

Irak : le soutien diplomatique et militaire de la Pologne à leur position, l'expérience polonaise en matière d'opérations de maintien de la paix, les investissements polonais en Irak depuis la période communiste, et des considérations visant à obtenir le maximum d'aide pour la reconstruction de l'Irak. Flattée, la Pologne a aussitôt accepté l'offre.¹⁸ En plus de la confiance accordée en plaçant la Pologne à la tête des forces internationales assignées à une zone d'occupation, les États-Unis confièrent également à un Polonais les postes de chef adjoint du Bureau de la reconstruction et de l'aide humanitaire en Irak, de même que le poste de président du Conseil de la coopération internationale pour la reconstruction de l'Irak.¹⁹

La Pologne a lu dans le fait de se faire offrir par les États-Unis le contrôle d'une des quatre zones d'occupation une validation de sa stratégie de se démontrer un bon allié des États-Unis. Cette offre, suivie de l'acceptation immédiate de la Pologne et de l'envoi de 2500 soldats polonais sur le terrain, renforçait l'identité collective en matière de sécurité et de défense que la Pologne ressentait vis-à-vis les États-Unis. Devant ce qui semblait être pour la Pologne une indication que les États-Unis commençaient à partager cette identité collective, la Pologne ne pouvait que continuer à démontrer sa volonté d'être un allié exemplaire. Ainsi, l'identité collective en matière de sécurité et de défense avec les États-Unis semblait renforcée, ce qui augmentait d'autant le besoin d'affirmer hors de tout doute l'identité de rôle de la Pologne en tant que bon allié des États-Unis. Cette offre des États-Unis permettait également de conforter l'identité de rôle de la Pologne d'État destiné à jouer un rôle important au sein de l'Union européenne de même que son identité de rôle comme leader régional.²⁰

Les raisons qui ont poussé la Pologne à soutenir l'invasion de l'Irak sont toutefois assez différentes de celles qui ont été mises en avant dans d'autres pays. Par exemple, le lien qui avait été présenté aux États-Unis entre l'Irak et la guerre

¹⁸ Taras, *loc. cit.*, pp. 467-470.

¹⁹ Kapiszewski et Davis, *loc. cit.*, p. 206.

²⁰ Taras, *loc. cit.*, pp. 467-470.

contre le terrorisme n'a trouvé que peu d'échos en Pologne. La Pologne n'était également pas menacée par des groupes terroristes à ce moment, et son choix de faire partie de la « coalition des volontaires » l'avait placée sur la liste des cibles potentielles des terroristes, alors qu'elle n'y figurait pas auparavant. La question des armes de destruction massive n'a que peu ou pas été évoquée en Pologne pour justifier une intervention en Irak, contrairement à ce qui a été vu en Grande-Bretagne et en Espagne, puisque la Pologne n'y voyait aucun danger immédiat. La Pologne n'avait également aucun intérêt géopolitique ou économique à protéger dans la région, contrairement aux États-Unis ou à la Grande-Bretagne, et entretenait même jusqu'alors de bonnes relations avec la majorité des États arabes de la région, incluant l'Irak.²¹

En fait, le choix de la Pologne ne peut pas s'expliquer par une perception d'une menace provenant de l'Irak, et à l'origine, aucune attente en termes de gains matériels ou politiques accordés par les États-Unis n'était ouvertement exprimée. La Pologne s'est plutôt affirmée en faveur de cette invasion pour des raisons politiques, historiques et morales. Une des principales raisons ayant poussé la Pologne à prendre part aux opérations en Irak, à la fois pendant l'invasion et après celle-ci, tenait principalement à démontrer aux États-Unis que la Pologne est une alliée modèle de même qu'à développer le sentiment aux États-Unis que ces derniers ont une obligation vis-à-vis de la sécurité de la Pologne. Un autre argument important, relié au précédent, était celui du maintien des liens transatlantiques. La présence américaine en Europe était jugée vitale par la Pologne pour assurer sa sécurité, et la Pologne était prête à faire de grands sacrifices pour s'assurer que les États-Unis resteraient présents en Europe et qu'ils y voient leur intérêt. En donnant leur appui actif à l'invasion orchestrée par les États-Unis, la Pologne croyait contribuer à l'engagement militaire des États-Unis en Europe. Une troisième raison pour appuyer l'invasion américaine était l'état des droits de l'homme et l'absence de démocratie en Irak. Dans le passé, de nombreux Polonais auraient aimé l'aide active de l'Ouest

21 Zaborowski, *From America's protégé to constructive European*, *op. cit.*, pp. 11-15.

pour contrer le régime communiste sous lequel ils ont vécu pendant plusieurs décennies, et dans ce contexte, il semblait naturel de croire que de nombreux Irakiens désiraient se débarrasser de la dictature en place dans leur pays et qu'ils apprécieraient toute aide extérieure.²²

Au niveau diplomatique, les conséquences de la participation polonaise à la « coalition des volontaires » dirigée par les États-Unis ont été nombreuses. Parmi les plus importantes, notons la déclaration, aujourd'hui célèbre, du secrétaire de la Défense des États-Unis affirmant que la France et l'Allemagne représentaient la « vieille Europe », et que la Pologne, quant à elle, symbolisait la « nouvelle Europe ». Pareille déclaration donnait plus de poids au sentiment présent chez certains États européens que la Pologne était le cheval de Troie des États-Unis en Europe. Puis, les États-Unis envisagèrent de déménager leurs soldats stationnés en Allemagne vers la Pologne, hypothèse accueillie avec plaisir par la Pologne et déplaisir par l'Allemagne.²³ De plus, la proposition polonaise faite à l'Allemagne de contribuer des troupes à la division internationale déployée en Irak sous commandement polonais s'est mérité un refus empreint de colère de la part du ministre allemand de la Défense, Peter Struck.²⁴

Malgré l'absence d'expression d'attentes en matière de gains matériels au début des opérations militaires, certaines attentes se développèrent tout de même dans l'esprit du gouvernement polonais, et ces attentes ne furent exprimées qu'après de nombreux mois. En effet, il était attendu que comme remerciement pour son aide, la Pologne verrait ses entreprises être impliquées dans la reconstruction de l'Irak de même que dans son réarmement. Il était également attendu que les États-Unis reconnaîtraient en la Pologne un État suffisamment proche en matière de sécurité

²² *Idem*

²³ Taras, *loc. cit.*, pp. 467-470.

²⁴ Kapiszewski et Davis, *loc. cit.*, p. 203.

pour que l'exigence d'un visa pour tout citoyen polonais désirant entrer en territoire américain soit abrogée.²⁵

En même temps que la crise irakienne, les progrès effectués au sein de l'Union européenne pour mettre en avant la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et sa politique européenne de sécurité et de défense (PESD) forcèrent la Pologne à revoir sa position vis-à-vis de cette dernière. Alors qu'auparavant la Pologne continuait à affirmer la primauté de l'OTAN en matière de sécurité et de défense et que toute initiative de l'Union européenne devait se faire dans le cadre de l'OTAN ou en coopération avec cette dernière²⁶, la Pologne prit position en 2003 en faveur du développement à la fois de la PESC et de la PESD au sein de l'Union européenne, mais tout en soulignant l'aspect complémentaire avec l'OTAN que toute initiative de l'Union européenne en matière de sécurité et de défense se devait selon elle de préserver. Cette transition s'explique par l'importance grandissante des questions de sécurité et de défense au sein même de l'Union européenne, et le désir polonais de se montrer influente et active dans toute initiative touchant à ces domaines. L'identité de rôle de la Pologne comme cible potentielle le demandait. De plus, la position polonaise au cours de la crise irakienne de se placer en opposition à la France et à l'Allemagne, deux États parmi les plus importants de l'Union européenne, avait été faite en partie afin de démontrer que la Pologne pouvait avoir un rôle à jouer en matière de la politique étrangère et de sécurité de l'Union européenne, tel que démontré plus tôt. Devant ces deux identités, la préférence polonaise non seulement de soutenir le développement de la PESD, mais également d'y prendre part de façon active s'imposait.²⁷

25 Zaborowski, *From America's protégé to constructive European*, op. cit., pp. 11-15.

26 Pologne, Ministre des Affaires étrangères, « Information by the Minister of Foreign Affairs, Mr. Włodzimierz Cimoszewicz, on the fundamental directions of the Polish foreign policy presented at the 16th Session of the Sejm on March 14th, 2002 », loc. cit..

27 Pologne, « The National Security Strategy of the Republic of Poland », Varsovie, 22 juillet 2003.

Le 22 juillet 2003, la Pologne publiait une nouvelle stratégie de sécurité, influencée par les attentats terroristes du 11 septembre 2001, son accession prochaine aux rangs de l'Union européenne, les transformations qui ont eu lieu au sein de l'OTAN, et l'amélioration de ses relations avec la Russie. Cette nouvelle stratégie incluait également des leçons tirées de l'invasion et de l'occupation de l'Irak. Les objectifs fondamentaux de la sécurité de l'État polonais y sont le maintien de la souveraineté et de l'indépendance de la Pologne et le caractère inviolable de ses frontières. Le document met aussi en avant le fait que les menaces traditionnelles issues de conflits entre les États sont en régression majeure, et que les nouvelles menaces pour l'État polonais sont issues de menaces non traditionnelles, comme le terrorisme, la prolifération d'armes de destruction massives, les régimes autoritaires et les États en faillite. De plus, le document reconnaît que les facteurs non militaires sont de plus en plus importants dans le domaine de la sécurité étatique, comme les facteurs économiques, sociaux et environnementaux, et que ces facteurs ne sont pas susceptibles d'être résolus par la force des armes, mais bien par des politiques appropriées prises par le gouvernement.²⁸

Le document rappelle l'importance des relations bilatérales de la Pologne avec les États-Unis, les plaçant cette fois au même niveau que ses relations avec l'OTAN en ce qui a trait à la défense de la Pologne. La Pologne y appuie les transformations de l'OTAN vers de nouvelles missions et de nouvelles capacités d'interventions, tout en répétant l'importance du maintien des capacités de l'OTAN pour remplir son rôle de défense collective. Le partenariat entre l'OTAN et la Russie y est également évalué comme étant positif, tout en soutenant que ce partenariat ne devrait avoir aucun aspect négatif pour l'OTAN en matière d'efficacité et de prise de décision interne. La Pologne y réitère également son appui aux aspirations de l'Ukraine en matière d'appartenance à l'OTAN. Elle souligne également que son adhésion à l'Union européenne renforcera sa sécurité. La Pologne soutient les

28 *Idem*

initiatives de l'Union européenne pour se pourvoir de capacités militaires et annonce son intention de travailler au développement continu des outils communs de l'Union européenne, y voyant un instrument permettant à cette dernière de prendre une place plus grande sur la scène internationale. L'établissement de capacités de réponses militaires et civiles en matière de gestion de crise est vu comme complémentaire aux outils de l'OTAN, mais l'emphasis n'est plus mise sur le rôle prépondérant de l'OTAN sur ces initiatives de l'Union européenne. Le rôle de la Pologne dans la stabilisation de l'Irak y est décrit comme une façon de démontrer sa volonté de jouer un rôle international de façon responsable, tout en améliorant sa réputation, son prestige et son image comme un partenaire fiable en matière de sécurité sur la scène internationale. Elle reconnaissait toutefois dans ce document que ce rôle actif peut en faire une cible pour le terrorisme international.²⁹

Une des nouveautés que l'on retrouve au sein de ce document concerne l'organisation des forces armées. En effet, il y est maintenant reconnu que puisque la nature des menaces évolue vers des menaces de type non traditionnelles, les unités des forces armées conçues pour la défense territoriale devront être graduellement remplacées par des unités plus mobiles et plus spécialisées. De plus, les menaces non militaires évoquées demandent une coopération renforcée entre les structures militaires et civiles de l'État, de même qu'un renforcement des capacités de réaction de l'administration publique polonaise, comme la défense civile, les unités spéciales, la police, les gardes-frontières, les pompiers et autres unités spécialisées au sein du gouvernement. Un système intégré de gestion de crise au niveau national est aussi jugé nécessaire.³⁰

29 *Idem*

30 *Idem*

3.3 Les conséquences de la participation polonaise

La participation de la Pologne à l'invasion et à l'occupation de l'Irak, et à la guerre au terrorisme de façon plus générale, a également modifié sa perception des menaces à laquelle elle pouvait faire face. Reconnaissant que cette implication signifiait que la Pologne pourrait être la cible d'attentats terroristes, le gouvernement polonais a manifesté une préférence plus grande pour des mécanismes de contrôle des armes conventionnelles et de destruction massive au niveau international, en plus de manifester une préférence pour une meilleure coordination entre ses instances publiques et militaires en matière de sécurité intérieure. Il s'agit donc d'une modification de l'identité de rôle de la Pologne comme cible potentielle pour y inclure les menaces d'attentats terroristes perpétrées par des groupes non étatiques et transnationaux. À travers cette modification de l'identité de rôle de cible potentielle de la Pologne, et également grâce aux améliorations dans les relations entre la Pologne et la Russie et l'affaiblissement conséquent de l'identité de rôle de la Pologne comme cible potentielle de la Russie, la Pologne déclarait également son intention de modifier l'ensemble de ses forces armées pour en faire des forces modernes et pouvant être déployées à l'étranger dans le cadre de missions multinationales, signifiant ainsi l'abandon à terme de la division des forces militaires polonaises en deux groupes distincts et l'élimination de forces militaires consacrées exclusivement à la défense territoriale. Cette préférence marquait un changement majeur dans la politique polonaise de sécurité et de défense, c'est-à-dire qu'elle reflétait l'affaiblissement important de l'identité de rôle de la Pologne comme cible potentielle de la Russie tout en reflétant également l'importance grandissante des identités de rôle de la Pologne comme alliée fiable et active, à la fois auprès de l'OTAN, de l'Union européenne et des États-Unis.³¹

31 *Idem*

Un an après que la Pologne eut assumé le commandement de la zone d'occupation Centre-Sud en Irak, la confiance et l'optimisme du départ s'étaient presque entièrement érodés : la situation en Irak restait chaotique, de nombreux soldats polonais avaient été tués et très peu des attentes polonaises s'étaient réalisées. Le désenchantement s'est manifesté de façon tout particulièrement forte au sein de l'électorat polonais, qui ne voyait plus la nécessité de rester en Irak si cette présence n'apportait rien pour la population ou les entreprises polonaises. En effet, très peu de compagnies polonaises obtinrent des contrats pour la reconstruction ou le réarmement de l'Irak, et les visas pour les Polonais souhaitant entrer en territoire américain n'ont pas disparu, mais sont devenus au contraire plus difficiles à obtenir. Le président polonais Aleksander Kwaśniewski a d'ailleurs tenté d'aborder le sujet des visas avec son homologue américain, mais ce dernier lui a opposé une fin de non-recevoir très claire, amenant le président polonais à déclarer qu'il était « blessé » par cette position et qu'en tant qu'ami des États-Unis, il ne la comprenait pas.³²

D'autres désenchantements attendaient la Pologne. À l'intérieur même de l'Alliance atlantique, par exemple, la Pologne n'a pu prévenir une division entre les États membres au sujet de l'Irak, ni même conserver la présence américaine en Europe au niveau d'avant la crise irakienne. Les tentatives polonaises pour convaincre l'Allemagne puis l'OTAN dans son ensemble d'envoyer des troupes au sein de la division internationale sous commandement polonais n'ont pas seulement été un échec au niveau militaire, mais également au niveau politique, créant de nouvelles tensions au sein de l'Alliance. Tous ces facteurs ont fait que la Pologne avait de moins en moins de raisons de vouloir rester en Irak, ce qui a même mené à partir de l'été 2004 à une réduction annoncée du nombre de soldats polonais sur le terrain. En mars 2004, Aleksander Kwaśniewski, le président polonais, a également déclaré que la Pologne avait été induite en erreur au sujet des armes de destructions massives en Irak, annonçant de la même façon une position polonaise

32 Marcin Zaborowski, *From America's protégé to constructive European*, op. cit., pp. 11-15.

à l'avenir plus critique des États-Unis en général et de la situation en Irak en particulier.³³

La crise irakienne, à plus long terme, aura également eu des impacts importants sur les identités et les préférences polonaises. Après avoir cru que l'identité collective en matière de sécurité et de défense avec les États-Unis avait été reconnue par ces derniers à travers l'octroi du contrôle d'une zone d'occupation en Irak à la Pologne, la déception s'est installée. En croyant avoir réussi à instaurer cette identité collective, la Pologne s'était attendue à en voir des preuves concrètes à travers les préférences manifestées par les États-Unis, comme l'abolition de la nécessité d'un visa pour ses ressortissants voyageant aux États-Unis et l'octroi de contrats importants pour ses entreprises dans la reconstruction de l'Irak. Ces attentes ne se sont pas matérialisées, ce qui a amené la Pologne à en conclure que l'identité collective qu'elle avait cru réussir à faire naître entre elle-même et les États-Unis n'avait en fait jamais vu le jour chez ces derniers. Ce désenchantement vis-à-vis les États-Unis a diminué l'importance de l'identité de rôle de la Pologne comme alliée des États-Unis au moment même où son identité de rôle comme État actif auprès de l'Union européenne en matière de sécurité et de défense prenait de l'ampleur. De plus, malgré tous les efforts polonais, les États-Unis n'ont pas maintenu une présence militaire en sol européen aussi importante que la Pologne le désirait, ce qui a eu pour conséquence de faire croire à la Pologne que ses préférences n'avaient pas eu les impacts désirés sur les préférences des États-Unis, et que donc son influence sur cet État était plus limitée qu'elle ne l'espérait.³⁴

³³ *Idem*

³⁴ *Ibid.*, pp. 11-15.

CHAPITRE IV

LA CRÉATION DE LA PESD

Ce dernier chapitre portera sur le développement de la politique européenne de sécurité et de défense (PESD) de l'Union européenne mais aussi et surtout sur l'évolution de la position polonaise face à celle-ci. Il convient de noter que ce chapitre couvre une période de temps qui recoupe en tout ou en partie les chapitres précédents. La première section aura pour objectif de présenter la vision polonaise de l'Union européenne avant les débuts de la PESD et donc de "l'intrusion" de l'Union européenne dans les domaines de sécurité et de défense. La deuxième section présentera la position initiale polonaise négative face à la PESD et sa lente évolution vers une acceptation conditionnelle. Finalement, la dernière section de ce chapitre présentera la suite de l'évolution de la position polonaise d'une acceptation conditionnelle de la PESD vers une position de soutien actif et constructif vis-à-vis cette politique européenne.

4.1 L'Union européenne vue de la Pologne

C'est le 8 avril 1994 que la Pologne déposait officiellement sa demande d'adhésion à l'Union européenne, devenant ainsi le deuxième État de l'ancien bloc soviétique à faire cette demande, après la Hongrie qui avait déposé la sienne la

semaine précédente.¹ L'ouverture des négociations avec l'Union européenne s'est faite officiellement le 31 mars 1998 à Bruxelles.² Conclues avec succès, les négociations allaient mener à la signature le 16 avril 2003 du traité d'adhésion,³ qui allait entrer en vigueur le 1er mai 2004 et octroyer à la Pologne et à neuf autres États le statut de membres de l'Union européenne.

La Pologne souhaitait rejoindre une Union européenne telle qu'elle était dans les années 1970 et 1980, c'est-à-dire une Commission européenne qui trouvait et définissait les intérêts communs de ses membres et qui s'efforçait de protéger les plus petits États et les États moins développés face aux États plus forts. À cette époque, les domaines de la défense et des affaires étrangères restaient du ressort exclusif des États membres et les institutions européennes centrales n'y jouaient aucun rôle majeur.⁴ En effet, être membre de l'Union européenne, au moment du dépôt de la demande d'adhésion de la Pologne en 1994, n'avait qu'un impact négligeable sur la sphère militaire, mais était lourd de conséquences dans presque toutes les autres sphères de la vie d'un État. Pour la Pologne, l'aspect militaire de l'appartenance aux institutions occidentales était le domaine exclusif de l'OTAN.⁵ Les principaux facteurs motivant le désir de la Pologne de devenir membre de l'Union européenne se trouvaient plutôt dans les sphères économiques et politiques.⁶

Au moment d'entreprendre les négociations entourant l'adhésion de la Pologne à l'Union européenne, cette dernière n'éprouvait aucun doute quant à l'importance que représentait le fait de devenir membre de cette organisation. Cette préférence s'expliquait par plusieurs identités, soit une identité collective de la Pologne

1 « Pologne : le Parlement approuve la demande d'adhésion à l'Union européenne », *Le Monde*, 9 avril 1994, p. 5.

2 « La Pologne s'efforce de séduire l'Union », *Le Monde*, 31 mars 1998, p. 1.

3 « L'Europe scelle solennellement son unification, mercredi, à Athènes », *Le Monde*, 17 avril 2003, p. 6.

4 Bobinski, *loc. cit.*, pp. 241-243.

5 *Ibid.*, pp. 235-236.

6 A. Poole, *op. cit.*, p. 54.

appartenant à l'Occident, une identité de rôle de la Pologne comme leader régional, et une identité de rôle de la Pologne comme un État voulant renouer avec la modernité politique et économique. L'identité collective de la Pologne appartenant à l'Occident est ancrée dans l'histoire. Depuis la Deuxième Guerre mondiale, la Pologne avait l'impression de s'être sacrifiée pour le reste de l'Occident, et même d'avoir été sacrifiée par ce même Occident. En devenant membre de l'Union européenne, la Pologne y voyait une reconnaissance de ces souffrances, mais également une preuve formelle qu'elle appartient bien à ce même Occident. Au moment du début des négociations, la Pologne allait devenir membre de l'OTAN sous peu, et la combinaison de ces deux appartenances représentait pour la Pologne la confirmation qu'elle prenait place de plein droit au sein de la communauté Euro-atlantique.⁷ De plus, la Pologne était convaincue que son expérience récente et son succès dans le domaine de la transition du régime communiste au régime libéral-démocrate la destinaient à prendre une place centrale au sein des États ayant vécu au sein du bloc soviétique. En devenant membre de l'Union européenne, la Pologne considérait donc qu'elle allait devenir la voix la plus forte en faveur de ces États et qu'elle allait contribuer à travers cette organisation à changer l'environnement sécuritaire d'Europe centrale et de l'Est.⁸ Finalement, devenir membre de l'Union européenne allait permettre à la Pologne d'accélérer les transformations économiques et politiques qu'elle jugeait nécessaires pour atteindre une certaine modernité. La Pologne croyait avoir été privée de cette modernité au cours de la période soviétique, et son désir de faire partie de l'Occident de plein droit la poussait à vouloir adopter cette modernité occidentale, ce que son appartenance à l'Union européenne allait faciliter.⁹ Les raisons poussant la Pologne vers l'Union européenne ne reposaient donc pas principalement sur des identités relevant des domaines de la sécurité et de la défense.

7 Freudenstein, *loc. cit.*, p. 49.

8 Osica, *loc. cit.*, p. 26.

9 A. Poole, *op. cit.*, p. 54.

4.2 La PESD et la Pologne : des débuts difficiles

Deux initiatives importantes lancées par l'Union européenne allaient par contre avoir des impacts dans le domaine de la sécurité pour tous les États membres, présents et futurs. Il s'agit de la politique étrangère et de sécurité commune (PESC), et de la politique européenne de sécurité et de défense (PESD), qui s'inscrit à l'intérieur de la PESC. La PESC est née officiellement en 1992, lors de la ratification du traité de Maastricht, et elle a été créée pour donner une voix à l'Union européenne dans son ensemble au niveau international en matière d'affaires étrangères et de questions de sécurité, tout en respectant les voix de chacun des États membres. En 1996, lors de la ratification du traité d'Amsterdam, les États membres de l'Union européenne accordaient à la PESC la compétence en matière de missions de maintien de la paix et de gestion de crise, regroupées sous l'appellation de missions de Petersberg.¹⁰ Puis, en 1998, une déclaration conjointe de la France et de la Grande-Bretagne appelait à la création de capacités militaires propres à l'Union européenne. En juin 1999, lors du Conseil européen de Cologne, les États membres dotèrent l'Union européenne des organes nécessaires pour gérer les missions de Petersberg de façon autonome, et en décembre 1999, lors du Conseil européen de Helsinki, les États membres, et certains États non membres, s'engagent à mettre à la disposition de l'Union européenne les soldats nécessaires pour mener à bien ces missions. La PESD était née.¹¹

Face à la décision prise par l'Union européenne d'aller en avant avec l'établissement de la PESD, la Pologne a exprimé de nombreuses réticences, touchant principalement à la peur de voir l'Alliance affaiblie par l'initiative de l'Union européenne, à la peur de voir les États-Unis diminuer leur présence militaire en territoire européen si un tel affaiblissement de l'Alliance devait avoir lieu, et à la peur

10 Philippe de Schoutheete, *La cohérence par la défense : Une autre lecture de la PESD*, Cahiers de Chaillot, no 71, Paris, European Union Institute for Security Studies, décembre 2004, pp. 13-14

11 *Ibid.*, p. 17-18

d'être exclue des structures de la PESD tant qu'elle ne serait pas membre de l'Union européenne. La Pologne ne pouvait cependant pas s'opposer franchement à cette initiative alors qu'elle désirait approfondir sa relation avec l'Union européenne avant d'en devenir membre.¹² Ces peurs prenaient naissance principalement dans deux identités de rôle, soit l'identité de rôle de la Pologne comme cible potentielle de la Russie, et l'identité de rôle de la Pologne comme membre actif de l'OTAN. Si la PESD devait reproduire les structures de l'OTAN et chercher à remplir des missions similaires, il semblait fort probable que l'Alliance s'en trouverait fragilisée; après tout, les membres de l'Union européenne étaient nombreux au sein de l'OTAN. Si l'Alliance était affaiblie, cela signifiait que le rôle des États-Unis en matière de sécurité et de défense s'en trouverait diminué, et qu'en conséquence de cet affaiblissement de son rôle, les États-Unis pouvaient décider de retirer une partie ou la totalité de leurs forces militaires présentes sur le territoire européen. Comme mentionné plus tôt, la Pologne voyait en la présence des États-Unis sur le territoire européen la principale garantie que son territoire ne serait pas envahi. L'identité de rôle de la Pologne comme cible potentielle de la Russie la poussait donc à s'opposer à tout désengagement militaire des États-Unis, et donc à tout affaiblissement de l'OTAN.¹³ Enfin, la Pologne se sentait exclue du processus de décision de la PESD, toute possibilité pour influencer cette politique semblant être fermée tant que la Pologne ne serait pas membre de l'Union européenne. Son identité de rôle comme allié actif de l'OTAN lui intimait de s'assurer qu'aucune initiative de l'Union européenne ne nuirait à l'Alliance, mais la Pologne n'avait aucun pouvoir direct dans les prises de décisions de l'Union européenne à ce moment, ce qui l'empêchait dans les faits de faire entendre ses positions aussi clairement qu'elle l'aurait souhaité.¹⁴

Au moment du Conseil européen de Cologne, la Pologne avait réussi à obtenir depuis quelques mois non seulement son adhésion à l'OTAN, mais également à l'Union de l'Europe occidentale (UEO) comme membre associé. C'était, jusqu'à la

12 Zaborowski et Longhurst, *loc. cit.*, p. 1016.

13 Kapiszewski et Davis, *loc. cit.*, pp. 209-210.

14 H. Dunn, *loc. cit.*, pp. 83-84.

naissance de la PESD, l'UEO qui était chargée des missions de Petersberg, mais la décision de Cologne transférait l'entière responsabilité à l'Union européenne. L'appartenance à la fois à l'OTAN et à l'UEO avait permis à la Pologne d'être incluse dans toutes les organisations occidentales majeures de sécurité du continent européen. La décision de l'Union européenne à Cologne d'aller en avant avec la PESD signifiait donc un pas en arrière pour la Pologne, puisque la PESD laissait les États non membres de l'Union européenne, mais membres de l'OTAN, comme la Pologne, consultés, mais exclus du processus de prise de décision lui-même.¹⁵ Par conséquent, la Pologne se sentait rejetée par l'Union européenne en matière de sécurité et s'inquiétait de la place que la Russie allait avoir dans le projet de la PESD. Ces considérations étaient plus importantes que tout gain que la Pologne voyait dans cette nouvelle politique.¹⁶ Plus spécifiquement, la Pologne avait peur que la PESD nuise à l'OTAN et que les États membres de l'Union européenne deviennent plus hésitants à soutenir les positions américaines sur la scène internationale, ce qui, en retour, pourrait donner plus d'espace à la Russie pour influencer la sécurité européenne. À ce moment, ces possibilités étaient contraires aux intérêts polonais. Selon la Pologne, l'Union européenne devait plutôt développer ses capacités militaires à l'intérieur de l'OTAN pour éviter tout risque de dédoublement et de compétition entre les deux organisations, ce qui pourrait avoir comme conséquence d'affaiblir l'OTAN. De plus, le sentiment d'exclusion de la Pologne l'a amenée en de nombreuses occasions à critiquer ouvertement la PESD à ses débuts comme étant déficiente en terme de clarté et de visibilité militaire.¹⁷

Le Conseil européen de Helsinki, en décembre 1999, a donné lieu à la création d'un objectif d'une force de réaction rapide de 50 000 à 60 000 soldats pour exécuter les missions de Petersberg. Bien que les plans mis en avant permettaient aux « six », c'est-à-dire aux États européens membres de l'OTAN, mais non membres de l'Union européenne, de contribuer militairement à ces opérations, aucun

15 Zaborowski et Longhurst, *loc. cit.*, p. 1016.

16 Osica, *loc. cit.*, pp. 24-25.

17 Kapiszewski et Davis, *loc. cit.*, pp. 209-210.

accommodement en matière de prise de décision n'avait été fait pour les inclure. De plus, les « six » étaient mis sur un même pied d'égalité que tout autre État, européen ou non, souhaitant contribuer militairement à une mission de l'Union européenne. Ces deux facteurs contribuèrent à garder la méfiance polonaise vis-à-vis de la PESD entière.¹⁸

Dans les mois qui ont suivi l'engagement pris à Helsinki par les membres de l'Union européenne de contribuer des soldats à la force de réaction rapide mise sur pied au sein de la PESD, de nombreux débats eurent lieu sur la place que les six États membres de l'OTAN, mais non membres de l'Union européenne auraient au sein de cette politique de l'Union européenne. La Pologne prit position fermement en faveur de voir ces États inclus dans le processus de prise de décision de la PESD, et les propositions polonaises de compromis pour mettre fin à ce débat furent adoptées au Conseil européen de Santa Maria da Feira.¹⁹ Deux identités sont à la base des préférences de la Pologne ayant mené à ces propositions, et qui peuvent sembler contradictoires en apparence. Premièrement, l'identité de rôle de la Pologne comme membre actif de l'OTAN l'avait poussée à être très critique de la PESD par le passé, mais l'attitude polonaise s'était adoucie, comme celle des États-Unis d'ailleurs, pour en venir à croire que si la PESD en venait à être modifiée selon ses préférences, cette politique de l'Union européenne pourrait en venir à être complémentaire à l'OTAN sans lui nuire. Il semblait donc logique pour la Pologne d'agir pour atteindre cet objectif.²⁰ La deuxième identité en jeu est l'identité de rôle de la Pologne comme État actif auprès de l'Union européenne en général, et en matière de sécurité et de défense en particulier. Les positions précédentes de la Pologne sur la PESD ayant suscité des inquiétudes auprès de certains États membres de l'Union européenne, il était donc important pour la Pologne de prouver son désir réel de participer activement à l'élaboration de l'Union européenne.²¹

18 Zaborowski et Longhurst, *loc. cit.*, p. 1017.

19 *Ibid.*, p. 1018.

20 H. Dunn, *loc. cit.*, pp. 77-78.

21 Kapiszewski et Davis, *loc. cit.*, p. 210.

Pour la Pologne, une des grandes questions concernant la PESD telle que proposée était de savoir qui de l'OTAN ou de l'Union européenne aurait la responsabilité d'intervenir au cours d'une crise se déroulant dans la région des États baltes, de l'enclave russe de Kaliningrad ou encore en Ukraine ou au Belarus. Cette ambiguïté pouvait avoir comme conséquence des délais de réaction qui seraient, d'un point de vue polonais, inacceptables. La Pologne ne s'opposait plus à la PESD sur le principe, mais voulait plutôt s'efforcer de voir ses activités s'intégrer le mieux possible avec celles de l'OTAN, afin d'éviter tout désengagement des États-Unis sur le territoire européen. Voyant que cette politique se développait et n'allait pas mourir dans l'oeuf, la Pologne voyait de plus en plus son adhésion à l'Union européenne comme un outil pour modérer les appels faits par certains États membres à une Europe de la défense indépendante de l'OTAN.²²

En effet, les désaccords au sujet de la PESD étaient profonds. D'un côté, la France demandait pour la PESD une capacité de planification indépendante de celle de l'OTAN, ce qui augmentait la crainte de la Pologne que cette politique en vienne à faire compétition aux efforts de l'OTAN. D'un autre côté, la Turquie, qui appartenait comme la Pologne au groupe des « six », refusait toute utilisation des ressources de l'OTAN par l'Union européenne, ce qui renforçait davantage les risques que la PESD développe des capacités concurrentes à celles de l'OTAN. Ce n'est qu'en juin 2000, lors du Conseil européen de Santa Maria da Feira, que la majorité de ces problèmes furent résolus. À l'initiative de la Pologne et avec le support de la Grande-Bretagne, de même que celui, extérieur, des États-Unis, un comité composé des membres de l'Union européenne et des « six » fût créé pour discuter des problèmes de la PESD. De même, les « six » obtinrent une occasion de prendre part au mécanisme de liaison entre la PESC et la PESD et de tisser des liens avec le comité militaire et l'état-major militaire de la PESD. Ces efforts entrepris par la Pologne pour mettre en avant des solutions furent appréciés des membres de l'Union européenne, surtout en comparaison de l'obstruction effectuée précédemment par la Turquie. Malgré

22 H. Dunn, *loc. cit.*, pp. 77-78.

cette amélioration des rapports entre la Pologne et l'Union européenne autour de la question de la PESD, la Pologne restait bien plus orientée vers les États-Unis et l'OTAN que vers l'Union européenne en matière de sécurité et de défense, et les projets de cette dernière dans ces domaines continuaient à être vus avec méfiance par la Pologne.²³

Malgré ses doutes, la Pologne prit la décision de rendre disponible à la PESD des contingents militaires. Lors d'une conférence en novembre 2000, la Pologne s'est déclarée prête à contribuer une brigade, un groupe de recherche et de sauvetage aéroporté, un groupe de soutien naval et une section de police militaire aux forces de réaction rapide de l'Union européenne. Ces forces y étaient incluses sous la formule du double chapeau, c'est-à-dire qu'elles étaient disponibles à la fois pour les opérations de l'Union européenne et de l'OTAN. Les forces militaires polonaises, de par les restrictions financières, organisationnelles et d'équipements auxquelles elles devaient faire face, n'étaient pas adaptées aux missions de défense mutuelle traditionnelles telles que celles couvertes par l'article 5 de l'OTAN, mais étaient par contre tout à fait adaptées aux besoins de forces de réactions rapides internationales; cette contribution était donc crédible dans les faits. De plus, la Pologne disposait d'une forte tradition dans le domaine du maintien de la paix, et sa performance dans ce domaine a toujours été très appréciée par ses partenaires, qu'ils soient européens ou non. Les forces militaires polonaises s'étaient tout particulièrement fait remarquer lors des opérations de maintien de la paix entreprises en ex-Yougoslavie. La contribution polonaise et l'expérience qu'elle apportait eurent pour effet de convaincre les États européens que la Pologne était intéressée à rendre la PESD efficace, et qu'elle y contribuerait.²⁴

La décision polonaise de mettre à la disposition de l'Union européenne des soldats polonais pour des opérations de la PESD, et ce, avant même de devenir elle-même membre de l'Union européenne, provenait en partie des identités de rôle

²³ Zaborowski et Longhurst, *loc. cit.*, p. 1018.

²⁴ Trzaskowski, *loc. cit.*, pp. 20-21.

mentionnées plus haut. Il est par contre important de noter que cette contribution a été faite également sur la base d'une troisième identité. Malgré sa faiblesse relative en termes économiques, cette contribution militaire permettait à la Pologne d'obtenir un poids politique et moral beaucoup plus grand auprès de l'Union européenne. Cette contribution a été effectuée également grâce à des unités multinationales que la Pologne a mises sur pied avec ses voisins à l'Est, et dont le POLUKRBAT mentionné au chapitre I est un exemple important. En utilisant des unités multinationales formées avec des États non membres de l'Union européenne, la Pologne amenait donc les États d'Europe de l'Est en contact avec ceux de l'Union européenne et vice-versa, tout en diminuant les coûts financiers de cette contribution. Ces actions permettaient à la Pologne de renforcer son identité de rôle comme leader régional, à la fois auprès de l'Union européenne et auprès des États d'Europe de l'Est non candidats à l'Union européenne.²⁵

4.3 L'évolution polonaise en faveur de la PESD

Suite aux attentats terroristes du 11 septembre 2001, l'indépendance affichée par les États-Unis face à l'OTAN et la concertation de trois États historiquement considérés comme étant parmi les plus importants de l'Union européenne (la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne) eurent comme résultat d'exacerber les peurs de la Pologne face à un possible désengagement des États-Unis en Europe. C'est en partie en raison de cette peur que la Pologne s'est jointe par la suite à la « coalition des volontaires » en Irak, mais c'est aussi cette peur qui aide à comprendre un renouveau de l'intérêt de la Pologne face à la PESD. À travers certains changements institutionnels dans les procédures de vote, la Pologne voyait une occasion de contrebalancer une trop grande influence des trois États mentionnés. Cette ouverture n'allait pas toutefois sans un rappel par la Pologne que la PESD devait avoir une forte identité transatlantique et que la PESD se devait de

25 Kapiszewski et Davis, *loc. cit.*, pp. 210-211.

se concentrer à développer des moyens militaires plutôt qu'une autonomie institutionnelle. Au fur et à mesure que la direction prise par les États-Unis dans la guerre et l'occupation de l'Irak apportait son lot de déceptions pour la Pologne, cette dernière changeait de plus en plus son attitude vis-à-vis de la PESD et de la PESD, peut-être aussi en partie pour contrer les critiques accusant la Pologne de manquer de loyauté à l'égard l'Union européenne en étant « trop » loyale envers les États-Unis. La Pologne prit position en faveur de l'égalité de tous les États membres au sein de ces deux politiques sans aucune considération pour leur taille ou leur potentiel militaire, en plus de prendre position en faveur de la création d'un poste de ministre des Affaires étrangères pour l'Union européenne et de l'abandon du vote à l'unanimité dans un nombre un peu plus important de domaines touchant à la PESD et à la mise en pratique de la PESD.²⁶

La Pologne a adopté une position favorable à une plus grande intégration en matière de sécurité et de défense au sein de l'Union européenne. Elle s'est réjouie également de remplir la fonction d'État-cadre au sein de la PESD, c'est-à-dire celle d'un État contribuant à une mission particulière de la PESD non seulement un contingent important, mais aussi l'ensemble des ressources logistiques pour faciliter le travail de tous les soldats déployés au sein de cette mission, et cela malgré les limites importantes de ses forces armées dans des domaines critiques pour un tel rôle, comme, par exemple, les capacités de transport aérien stratégique. La Pologne en est venue à croire qu'elle pourrait prendre un rôle prépondérant au sein de la PESD, et que les États membres de l'Union européenne n'y verraient pas d'objection, et elle avait bien l'intention de profiter de toute occasion de jouer un rôle plus grand en matière de sécurité et de défense au sein de l'Union européenne.²⁷ Les deux identités ayant le plus été mises à contribution pour mettre en avant ces préférences sont l'identité de rôle de la Pologne comme État actif auprès de l'Union européenne, et l'identité de rôle de la Pologne comme leader régional. Cette

²⁶ Zaborowski, *From America's protégé to constructive European*, op. cit., p. 17-24.

²⁷ *Idem*

dernière avait précédemment amené la Pologne à prendre position à l'encontre des positions de la France et de l'Allemagne en soutenant puis en participant à l'invasion de l'Irak. En démontrant ainsi sa volonté et sa capacité de passer de la parole aux actes malgré les oppositions, la Pologne a donc renforcé son image de leader régional au sein de l'Union européenne. Il était possible pour les États membres de ne pas être d'accord avec la position polonaise, mais il était impossible pour eux de nier que la Pologne avait déployé des efforts importants pour prendre part à ces opérations. L'identité de rôle de la Pologne comme futur membre actif auprès de l'Union européenne, quant à elle, a permis à la Pologne d'utiliser la crédibilité accrue qui lui a été accordée pour prendre plus de place et influencer plus directement la PESD, sa construction et sa mise en application.

Au cours de la rédaction de la Constitution de l'Union européenne, la Pologne s'est montrée favorable à toutes les propositions importantes mises en avant par le groupe de travail sur la PESC. La Pologne s'est dite favorable à l'idée de doter l'Union européenne d'une personne morale et d'établir un service diplomatique pour l'Union européenne elle-même, de même qu'à la création d'une stratégie de sécurité européenne. En ce qui a trait à la PESD, la Pologne s'est montrée favorable à la création d'une agence d'armements et de recherche et s'est finalement ralliée à l'idée d'inclure une clause de défense mutuelle au sein de la Constitution. La Pologne a même fait quelques pas vers l'idée d'augmenter la capacité de l'Union européenne en matière de planification militaire autonome de l'OTAN tout en soutenant la proposition britannique d'implanter une cellule de planification de l'Union européenne au sein du quartier général de l'OTAN. Au total, la Pologne y a reconnu le besoin pour l'Union européenne de développer ses propres capacités en matière de défense pouvant être déployées sans l'aide des États-Unis, tout en insistant sur le caractère complémentaire de la PESD au travail de l'OTAN.²⁸

28 *Idem*

Alors que quelques années auparavant, la Pologne semblait éprouver des doutes sur toute initiative de l'Union européenne dans les domaines de la sécurité et de la défense, elle se portait maintenant à la défense d'une plus grande intégration dans ces domaines et voulait même adopter certaines mesures pour faciliter la prise de décisions au sein de ces deux politiques, et poussait son soutien jusqu'à accepter, certes après un refus initial, l'inclusion d'une clause de défense mutuelle à l'intérieur même du projet de Constitution. Ce changement d'attitude s'explique par l'acceptation de la Pologne d'une Union européenne plus active sur la scène internationale et apte à utiliser la force militaire pour arriver à ses fins. La Pologne commençait à reconnaître en l'Union européenne un outil lui permettant de poursuivre ses propres politiques en matière de sécurité et de défense. Les identités de rôle évoquées plus tôt de la Pologne comme victime potentielle de l'instabilité régionale et comme victime passée de l'inaction des États d'Europe occidentale la poussaient à prendre une place importante à l'international et à être préparée à utiliser des moyens militaires contre un État tiers si ce dernier menaçait sa sécurité. Ces identités de rôle se sont donc élargies vers l'Union européenne comme sujet, sans toutefois prendre réellement les aspects d'une identité collective. La Pologne voyait donc dans l'Union européenne un outil pouvant lui servir à atteindre plus efficacement ses préférences et à défendre plus efficacement ses identités.²⁹

L'idée d'une stratégie de sécurité européenne fit son chemin, et elle fut publiée en décembre 2003. La Pologne l'a bien accueillie. Le 26 septembre 2003, un sous-ministre des Affaires étrangères de la Pologne, Adam Daniel Rotfeld, saluait la publication à venir de la *Stratégie européenne de sécurité* et soulignait, avec une satisfaction évidente, les nombreuses similitudes qui existaient entre ce document et la nouvelle stratégie de sécurité et de défense polonaise parue quelques semaines avant son discours. Plus particulièrement, il attirait l'attention sur le fait que le principal élément de la sécurité européenne telle que présentée par la *Stratégie*

²⁹ *Idem*

européenne de sécurité consistait en la relation stratégique entre l'Union européenne et l'OTAN, ajoutant que pour la Pologne, l'Alliance atlantique restait la base de toute action de défense mutuelle et le haut lieu de la communauté transatlantique de sécurité.³⁰ La Pologne appréciait également le ton à la fois raisonnable et courageux de la *Stratégie européenne de sécurité* et son approche compréhensive de la sécurité. Elle a également apprécié l'idée que l'Union européenne cherche à devenir un acteur international d'importance. En parallèle, l'attitude empreinte de doutes de la Pologne face au concept de coopération renforcée en matière de sécurité, c'est-à-dire une coopération entre un groupe d'États restreints au sein de l'Union européenne, s'est mise à changer au cours de la même période. Craignant d'être exclue d'une telle initiative au départ, c'est l'implication de la Pologne en Irak qui lui a fait croire qu'elle pourrait être incluse dans une telle coopération renforcée. La présence polonaise en Irak a également modifié la vision de la Pologne auprès de certains États qui en sont venus à croire que la Pologne était destinée à trouver sa place dans le groupe de tête au sein des États de l'Union européenne. Ces deux changements de perception, de la Pologne sur elle-même et des autres États membres de l'Union européenne sur la Pologne, ont amené la Pologne à s'intéresser aux possibilités offertes par une coopération renforcée en matière de sécurité. Quelques facteurs nuisaient cependant à la capacité de la Pologne d'en faire partie, soit ses capacités déficientes en matière de transport stratégique aérien, et les réformes encore non complétées au sein de ses forces armées. Au moment de la publication de la *Stratégie européenne de sécurité*, ces lacunes empêchaient la Pologne de pouvoir prendre un rôle important lors d'opérations européennes³¹

La Pologne voyait dans ce document le reflet de ses propres inquiétudes et de ses propres priorités en matière de sécurité et de défense, à la fois par l'affirmation

30 Pologne, Ministère des Affaires étrangères, « Borderless Europe and global security : Address by Prof. Adam Daniel Rotfeld, Secretary of State, Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Poland, at the Ron Brown Fellowship Programme Alumni Conference », Cracovie, 26 septembre 2003.

31 Zaborowski, *From America's protégé to constructive European*, op. cit., pp. 17-24.

dans ce document du rôle vital de la coopération entre l'OTAN et l'Union européenne pour la sécurité et la défense du territoire européen et par le désir qui y était exprimé de voir l'Union européenne prendre une place plus importante sur la scène internationale. Pour la Pologne, il s'agissait peut-être du début d'une identité collective en matière de sécurité et de défense avec l'Union européenne, phénomène nouveau. En effet, il ne s'agissait pas nécessairement d'une priorité polonaise de voir une telle identité se faire jour. Il était par contre de plus en plus rassurant pour elle de voir que ses préférences en matière de sécurité et de défense semblaient avoir un écho au sein de l'Union européenne. Reconnaisant les difficultés de l'OTAN depuis les attentats terroristes du 11 septembre 2001, et tout particulièrement depuis l'invasion et l'occupation de l'Irak, la Pologne en vint à croire qu'à force de discussions et de bonne entente entre elle-même et l'Union européenne, la PESC et la PESD serviraient les intérêts de la Pologne, tout comme la Pologne était prête à servir les intérêts de la PESC et de la PESD. Il est intéressant de noter que cette identité collective naissante était spécifiquement entre la Pologne et l'Union européenne en tant qu'organisation internationale, et ne s'étendait à l'ensemble des États membres de l'Union européenne qu'à un degré moindre, selon les affinités et les relations entre la Pologne et les différents États.³²

Dans le contexte de l'élargissement auquel elle devait elle-même prendre part, la Pologne s'est démarquée très rapidement comme étant une chaude partisane d'un élargissement le plus large possible de l'Union européenne. À travers la « Dimension orientale », que la Pologne a présentée à l'Union européenne en juin 2001, et encore de façon officieuse cette fois en janvier 2003, la Pologne cherchait à abolir les frontières psychologiques séparant l'Europe de l'Est de l'Europe occidentale et centrale. Son objectif était de consolider les relations avec les États d'Europe de l'Est de même que de favoriser la stabilité et le développement

32 Pologne, Ministère des Affaires étrangères, « Borderless Europe and global security : Address by Prof. Adam Daniel Roffeld, Secretary of State, Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Poland, at the Ron Brown Fellowship Programme Alumni Conference », *loc. cit.*.

démocratique et économique de cette région, le tout afin de réduire, voire d'éliminer, les risques de conflits. Cette proposition était toutefois plus controversée et beaucoup moins inclusive que la Pologne voulait le laisser croire.³³

Pour la Pologne, l'Europe de l'Est n'était pas une région dont elle faisait partie. Il est fait référence, au sein de la « Dimension orientale » proposée et des discours l'entourant, aux « voisins et partenaires orientaux » ou encore aux « États d'Europe de l'Est », ce qui en fait cherche à ancrer la Pologne au sein de l'Europe centrale, et qui a pour effet de créer une démarcation plutôt qu'une continuité entre la Pologne et ses voisins à l'est. La Pologne se veut un pont vers l'est sans en faire partie, ce qui a pour effet de renforcer la notion de frontières entre « l'Europe » à laquelle la Pologne veut appartenir et l'Europe de l'Est, dont la Pologne, veut se dissocier. Il est assez clair dans la « Dimension orientale » que cette politique aurait pour vocation d'encourager des réformes internes au Belarus et en Ukraine, et peut-être même en Moldavie après l'adhésion de la Roumanie à l'Union européenne. En ce qui a trait à la Russie, cette politique la garde dans un certain flou, ne la considérant pas comme étant directement visée, mais ne pouvant se réaliser pleinement sans son accord et sa participation. La « Dimension orientale » est aussi basée sur le principe de conditionnalité, c'est-à-dire que les États d'Europe de l'Est souhaitant y participer devraient satisfaire aux exigences de l'Union européenne sur certains critères et que la participation à la « Dimension orientale » récompenserait.³⁴ Certains commentateurs un peu cyniques affirmèrent d'ailleurs que la « Dimension orientale » n'avait pas tant pour objectif de forger de meilleures relations avec les États à l'est de la Pologne comme de créer une image positive de la Pologne auprès des États membres de l'Union européenne.³⁵

En effet, bien qu'en apparence orientée vers l'abolition des obstacles entre l'Union européenne et les États d'Europe de l'Est, cette « Dimension orientale »

33 S. Browning et Joennimi, *loc. cit.*, pp. 464-465

34 *Ibid.*, pp. 470-473.

35 *Ibid.*, p. 474.

proposée était en fait davantage une façon pour la Pologne de mettre en avant à l'échelle de l'Union européenne son propre ordre du jour par rapport à l'Europe de l'Est, c'est-à-dire d'encourager les États visés par cette politique à se réformer sur un modèle similaire à celui de la Pologne, en adoptant un régime libéral démocratique et en récompensant ces transformations à l'aide de contacts accrus avec l'Union européenne. Bien que ne portant pas spécifiquement sur des questions de sécurité et de défense, cette préférence polonaise s'explique aisément à travers les identités polonaises en matière de sécurité et de défense. Premièrement, l'identité collective de la Pologne comme appartenant à l'Occident, et son identité de rôle de leader régional méritant ce titre de par sa transition efficace et rapide vers un régime libéral démocratique jouèrent un rôle important. Ces deux identités permettaient à la Pologne de se placer à l'extérieur des États visés par cette politique et donc en position d'aider les États d'Europe de l'Est dans leurs propres transitions, et en même temps, en tant que leader régional, la Pologne se considérait comme ayant une expérience commune avec ces États ayant aussi vécu sous la tutelle soviétique et se devant de leur montrer le chemin qui devait leur permettre de résoudre le plus efficacement possible les problèmes hérités de cette période. La Pologne vivait également toujours les identités de rôles de cible potentielle de la Russie et de victime potentielle de l'instabilité régionale. À travers une « Dimension orientale » à l'échelle de l'Union européenne, la Pologne voyait la possibilité d'augmenter sa sécurité à travers les réformes encouragées pour les États visés. La Pologne croyait fermement que les réformes encouragées augmenteraient la stabilité des États ciblés, ce qui aurait comme conséquence d'augmenter la stabilité régionale, et par conséquent, la sécurité de la Pologne.³⁶ De plus, la Russie se trouvait impliquée dans la « Dimension orientale » même si elle ne l'était pas au même titre que les autres États d'Europe de l'Est. Cette inclusion permettait à la Pologne de tenter d'attirer l'Union européenne vers une approche régionale pour l'Europe de l'Est et de cesser de traiter avec la Russie sur des termes privilégiés sur les questions touchant à l'Europe de l'Est. En ayant le poids de l'Union européenne derrière elle à travers

³⁶ *Ibid.*, pp. 470-473.

cette politique, la Pologne voyait également ses relations avec la Russie être renforcées par l'assurance de ne plus être sacrifiée par le reste de l'Europe occidentale, ce qui diminuait d'autant son identité de rôle de cible potentielle de la Russie.³⁷

37 S. Makarychev, *loc. cit.*, pp. 303-306.

CONCLUSION

Ce mémoire avait pour objectif d'expliquer les choix de la Pologne en matière de sécurité et de défense entre le 12 mars 1999 et le 1er mai 2004, en analysant à l'aide du cadre constructiviste d'Alexander Wendt quatre événements importants s'étant déroulés au cours de cette période, soit la crise du Kosovo, les attentats du 11 septembre 2001 et la guerre au terrorisme qui s'en est ensuivie, la crise irakienne, et l'élaboration d'une politique européenne de sécurité et de défense au sein de l'Union européenne. À l'intérieur de ces pages, nous avons examiné les origines de la position polonaise en faveur de l'OTAN, de même que celles des conflits entre la Pologne et l'Union européenne, et l'évolution des positions polonaises au cours de cette période a pu être observée et expliquée. En appliquant les concepts de préférences et d'identités d'Alexander Wendt aux propos et aux actions de la Pologne, tels qu'énoncés dans des discours officiels ou à travers des sources secondaires, une image à la fois cohérente et en évolution constante des préférences poursuivies par la Pologne et de l'origine de ces préférences a été dressée. Il convient donc de souligner les principales identités en matière de sécurité et de défense présentes au cours de cette période.

Premièrement, l'identité de rôle de la Pologne comme victime potentielle de l'instabilité régionale s'est graduellement atténuée au cours de la période couverte. La crise du Kosovo a révélé l'importance de cette identité à travers le soutien de la Pologne pour les bombardements aériens de l'OTAN contre la RFY et par son implication active au sein des opérations de maintien de la paix pendant et après ces bombardements. Plusieurs années plus tard, la Pologne proposait une « Dimension orientale » à l'Union européenne pour favoriser des réformes libérales démocratiques en Europe de l'Est, voyant dans cette initiative une façon d'encourager ses voisins à se transformer eux-mêmes à travers des mesures

incitatives. Cette initiative avait pour objectif d'augmenter la sécurité de la Pologne tout en reléguant l'aspect militaire au second plan pour atteindre cet objectif. L'identité de rôle de la Pologne passait donc d'une peur demandant une préparation et une réponse militaire à un espoir de voir la Pologne influencer par des mesures non militaires le comportement de ses voisins. Il s'agit donc très clairement d'un affaiblissement de l'idée d'une Pologne victime de l'instabilité de ses voisins.

Ensuite, l'identité de rôle de la Pologne comme cible potentielle de la Russie s'est également transformée, bien que toujours présente sous une forme atténuée. La très forte préférence de la Pologne pour des forces armées dédiées en majorité à la défense territoriale s'est graduellement estompée pour faire place à une réorientation annoncée et amorcée de ses forces armées pour faire face à d'autres menaces. Les relations de la Pologne avec la Russie se sont améliorées, sans pourtant devenir cordiales, et les menaces de nature militaires perçues par la Pologne comme provenant de la Russie semblent avoir été repoussées à un avenir beaucoup plus éloigné et pour lequel le besoin de se préparer s'est atténué jusqu'à ne plus être spécifique à une menace d'invasion par les forces militaires russes. En même temps, les tensions entre la Russie et la Pologne semblent avoir été déplacées vers des sphères non militaires et demandant des réponses politiques et économiques situées à l'extérieur des sphères traditionnelles de la sécurité et de la défense.

La perception de l'Europe occidentale semble également s'être modifiée. Bien que ressentant des affinités très fortes avec l'Europe occidentale, la Pologne se voyait à l'origine comme une victime potentielle de l'inaction militaire des États d'Europe centrale et de l'Ouest. Cette vision semble s'être estompée en bonne partie, principalement grâce à la relation entre l'Union européenne et la Pologne. En matière de sécurité et de défense, la Pologne semble s'être découverte de fortes affinités avec cette organisation dont elle est aujourd'hui membre, l'amenant à abandonner son attitude méfiante pour faire place à une attitude de coopération et à un désir d'intégration accrue dans les domaines de la sécurité et de la défense entre les États membres de l'Union européenne. Bien que la Pologne puisse toujours

avoir des relations et des préférences variant selon les États membres, l'Union européenne comme organisation semble avoir mérité le respect et le soutien actif de la Pologne, cette dernière prenant une attitude résolument constructive vis-à-vis la politique européenne de sécurité et de défense de l'Union européenne. La Pologne est donc passée d'une identité de rôle de futur membre de l'Union européenne éprouvant des doutes face au processus d'intégration dans les domaines de la sécurité et de la défense à une identité collective naissante entre elle-même et l'Union européenne basée sur des inquiétudes et des préférences partagées.

La relation de la Pologne avec l'OTAN a également évolué au cours de cette période. À l'origine, la Pologne ressentait une identité collective vis-à-vis les États membres de l'Alliance atlantique qu'elle cherchait à approfondir grâce à une identité de rôle d'allié actif et aux préférences qui en découlaient. Suite aux attentats du 11 septembre 2001 et à la guerre en Irak, un certain malaise semble s'être emparé de la Pologne devant le rôle secondaire que l'OTAN a été appelée à occuper au cours de ces deux périodes. Les désaccords importants ayant également eu lieu autour de la question irakienne semblent avoir ralenti les ardeurs de la Pologne face à l'Alliance. La Pologne reste un membre actif de l'OTAN, mais après avoir pris un rôle important sur la scène internationale pendant la crise du Kosovo, l'organisation semble être revenue à un rôle moins actif, ce qui semble convenir à la Pologne qui s'opposait à une diminution du caractère militaire de l'Alliance en faveur d'un rôle plus politique. Pour la Pologne, les garanties de sécurité territoriale incluses dans le Traité de l'Atlantique Nord restent importantes, mais la perception des menaces pesant sur la Pologne se faisant moins militaires et le rôle de l'OTAN sur la scène internationale ayant retrouvé un niveau moins prépondérant, l'Alliance n'est plus aussi présente à l'ordre du jour de la Pologne. Si l'Alliance devait être menacée dans son rôle ou ses capacités de nouveau, ou si elle reprenait un rôle de premier plan sur la scène internationale, rien n'indique pour le moment que la Pologne se montrerait moins ferme dans son soutien.

L'identité de rôle d'alliée fidèle des États-Unis s'est avérée être très importante au cours de la période couverte, amenant la Pologne à soutenir les positions

américaines face à la guerre au terrorisme et face à l'Irak, participant activement aux opérations militaires menées à l'initiative des États-Unis. L'enthousiasme ressenti face aux marques de reconnaissances que les États-Unis ont adressées à la Pologne a amené cette dernière à croire en la possibilité de voir une identité collective en matière de sécurité et de défense voir le jour entre les deux États. Poursuivant activement cette possibilité par ses actions comme alliée des États-Unis, la Pologne s'est toutefois rendu compte que cette perception s'était avérée erronée et qu'une telle identité collective ne voyait pas le jour. Bien que la déception ait été vive pour la Pologne, son rôle d'allié des États-Unis ne semble pas en avoir été affecté, du moins au cours de la période couverte.

L'identité de rôle de la Pologne comme leader régional semble également s'être modifiée, passant d'un désir d'être reconnu comme tel à l'occupation dans les faits d'un rôle de leader régional. Alors que la Pologne se sentait exclue de la politique européenne de sécurité et de défense telle que présentée à l'origine, qu'elle se sentait marginalisée par les positions de la France et de l'Allemagne autour de la crise irakienne, la Pologne semble avoir démontré par ses propos, mais surtout par ses actions sa volonté et sa capacité de jouer un rôle important au sein de l'Union européenne, dans la région de l'Europe centrale et de l'Est, et au niveau international en général. Après avoir fait ses preuves au cours du conflit irakien, la reconnaissance par les États membres de l'Union européenne de la place importante que la Pologne était appelée à occuper en Europe centrale et de l'Est de même qu'au sein de l'Union européenne ont amené la Pologne à transformer son identité de rôle, l'amenant à consacrer une partie de ses énergies sur ses voisins de l'Est pour les pousser à transformer leurs États plutôt qu'à tenter de convaincre les États membres de l'Union européenne de son importance et de sa valeur comme leader régional.

En somme, il semblerait qu'au cours de la période couverte, la Pologne ait vu ses peurs d'invasions et d'instabilité régionale être atténuées considérablement, et que son regard s'est quelque peu détourné des États-Unis pour se concentrer sur l'Union européenne, non pas par rejet des États-Unis, mais bien à cause des

possibilités offertes par l'Union européenne et les affinités graduellement plus grandes entre les positions de la Pologne et de l'Union européenne. Bien sûr, ce mémoire portait sur les questions de sécurité et de défense vues d'un point de vue plus traditionnel, c'est-à-dire militaire. Il serait intéressant de voir si les identités et les préférences de la Pologne ont suivi un chemin similaire dans les domaines qui sont de plus en plus associés à la sécurité, comme l'économie, l'environnement et le crime organisé. Maintenant que la Pologne est membre de l'Union européenne, il serait également très intéressant de voir si les identités et les préférences de la Pologne énoncées dans ce mémoire sont restées présentes, et si les changements amorcés se sont poursuivis. L'avenir seul permettra de le confirmer.

BIBLIOGRAPHIE

- Bobinski, Christopher. « Polish Illusions and Reality ». Dans Anatol Lieven et Dmitri Trenin (dir.), *Ambivalent Neighbors: The EU, NATO and the Price of Membership*. Washington : Carnegie Endowment for International Peace, 2003, pp. 231-244.
- Browning, Christopher S., et Pertti Joennimi. « The European Union's Two Dimensions: The Eastern and the Northern ». *Security Dialogue*, vol. 34, no 4, 2003, pp. 463-478.
- de Schoutheete, Philippe. *La cohérence par la défense : Une autre lecture de la PESD*. Cahiers de Chaillot, no 71. Paris : European Union Institute for Security Studies, décembre 2004, 81 p., <http://www.iss-eu.org/>
- Dunn, David H. « Poland: America's New Model Ally ». Dans Marcin Zaborowski et David H. Dunn (dir.), *Poland – A new Power in Transatlantic Security*. Londres et Portland, OR : Frank Cass Publishers, 2003, pp. 63-86.
- Freudenstein, Roland. « Poland, Germany and the EU ». *International Affairs*, vol. 74, no 1, 1998, pp. 41-54.
- Gebert, Konstanty. « Between the European Union and the United States: Does Poland Have to Choose? ». Dans Daniel S. Hamilton (dir.), *Conflict and Cooperation in Transatlantic Relations*. Washington : Center for Transatlantic Relations, 2004, pp. 25-32.
- Hodge, Carl C. « NATO North and South: Alliance *Ostpolitik* and the Future of European Security ». Dans Carl C. Hodge (dir.), *NATO for a New Century: Atlanticism and European Security*. Westport, CT, et Londres : Praeger Publishers, 2002, pp. 97-122.
- Ibryamova, Nuray V. « Eastern Enlargement and the European Union's Security Agenda ». Dans Roger E. Kanet (dir.), *The New Security Environment: The Impact on Russia, Central and Eastern Europe*. Burlington, VT, et Aldershot : Ashgate, 2005, pp. 97-114.

Kapiszewski, Andrzej, et Chris Davis. « Poland's Security and Transatlantic Relations ». Dans Tom Lansford et Blagovest Tashev (dir.), *Old Europe, New Europe and the US: Renegotiating Transatlantic Security in the Post 9/11 Era*. Burlington : Ashgate Publishing Company, 2005, pp. 316-359.

Katzenstein, Peter J. (dir.). *The Culture of National Security: Norms and Identity in World Politics*. New York : Columbia University Press, 1996, 562p.

Kay, Sean. « After Kosovo: NATO's Credibility Dilemma ». *Security Dialogue*, vol. 31, no 1, 2000, pp. 71-84.

Lang, Kai-Olaf. « The German-Polish Security Partnership within the Transatlantic Context – Convergence or Divergence? ». Dans Marcin Zaborowski et David H. Dunn (dir.), *Poland: A New Power in Transatlantic Security*. Londres et Portland, OR : Frank Cass, 2003, pp. 105-122.

Le Monde. « Pologne : le Parlement approuve la demande d'adhésion à l'Union européenne ». 9 avril 1994, p. 5.

_____. « La Pologne s'efforce de séduire l'Union ». 31 mars 1998, p. 1.

_____. « Guerre ou paix, Milosevic choisit ». 4 juin 1999, p.1.

_____. « Les premières frappes américaines et britanniques contre Ben Laden » 9 octobre 2001, p. 2.

_____. « Le compte à rebours pour soumettre Saddam Hussein est lancé ». 11 novembre 2002, p.2.

_____. « Convaincu de l'imminence d'une guerre, l'Irak plaide non coupable ». 24 décembre 2002, p. 2.

_____. « Les Européens affichent leurs divisions face à Washington ». 31 janvier 2003, p. 5.

_____. « Irak : les accusations américaines divisent le Conseil de sécurité ». 7 février 2003, p. 2.

_____. « Les Etats-Unis ont lancé leurs premières offensives contre l'Irak ». 21 mars 2003, p. 2.

_____. « L'Europe scelle solennellement son unification, mercredi, à Athènes ». 17 avril 2003, p. 6.

Longhurst, Kerry. « From Security Consumer to Security Provider – Poland and Transatlantic Security in the Twenty-First Century ». *Defense Studies*, vol. 2, no 2, été 2002, pp. 51-86.

Macleod, Alex, Isabelle Masson et David Morin. « Identité nationale, sécurité et la théorie des relations internationales ». *Revue Études internationales*, vol. XXXV, no 1, mars 2004, pp. 7-24.

Makarychev, Andrey S. « Where the North Meets the East: Europe's 'Dimensionalism' and Poland's 'Marginality Strategy' ». *Cooperation and Conflict*, vol. 39, no 3, septembre 2004, pp. 299-315.

Michta, Andrew A. « Poland: A Linchpin of Regional Security ». Dans Andrew A. Michta (dir.), *America's New Allies: Poland, Hungary, and the Czech Republic in NATO*. Seattle et Londres : University of Washington Press, 1999, pp. 40-73.

_____. « Modernizing the Polish Military ». Dans Marcin Zaborowski et David H. Dunn (dir.), *Poland: A New Power in Transatlantic Security*. Londres et Portland, OR : Frank Cass, 2003, pp. 40-49.

O'Meara, Dan. « Le constructivisme Sa place, son rôle, sa contribution et ses débats ». Dans Alex Macleod et Dan O'Meara (dir.), *Théories des relations internationales; Contestations et résistances*, Outremont : Athéna éditions, 2007, pp. 181-206.

Osica, Olaf. « In Search of a New Role: Poland in Euro-Atlantic Relations ». Dans Marcin Zaborowski et David H. Dunn (dir.), *Poland: A New Power in Transatlantic Security*. Londres et Portland, OR : Frank Cass, 2003, pp. 21-39.

Pologne, Ministère de la Défense nationale. « Security Strategy of the Republic of Poland ». Varsovie, 4 janvier 2000, <http://www.zbiordokumentow.pl/2000/1/18.html>.

Pologne, Ministère des Affaires étrangères. « Declaration of the Polish Ministry of Foreign Affairs Concerning the Military Operation of the Federal Republic of Yugoslavia Targeting the Civilian Population of Kosovo ». Varsovie, 30 mars 1999, <http://www.zbiordokumentow.pl/1999/1-2/14.html>.

_____. « Borderless Europe and global security : Address by Prof. Adam Daniel Rotfeld, Secretary of State, Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Poland, at the Ron Brown Fellowship Programme Alumni Conference ». Cracovie, 26 septembre 2003, http://www.msz.gov.pl/publications/2003/cd3/3_International%20Conferences/030926-28_Krak%F3w_ADRotfeld.htm.

Pologne, Ministre des Affaires étrangères. « Exposé by the Minister of Foreign Affairs of Poland, Władysław Bartoszewski, to the Diet of the Republic of Poland on the Main Lines of Polish Foreign Policy in 2001 ». Varsovie, 6 juin 2001, <http://www.zbiordokumentow.pl/2001/2/3.html>.

_____. « Information by the Minister of Foreign Affairs, Mr. Włodzimierz Cimoszewicz, on the fundamental directions of the Polish foreign policy presented at the 16th Session of the Sejm on March 14th, 2002 ». Varsovie, 14 mars 2002, http://www.msz.gov.pl/publications/2002/cd3/1_Expos_e/02.03.14-Information%20by%20the%20Minister%20of%20Foreign%20Affairs.htm

_____. « Information of the Government of the Republic of Poland on the subject of Polish Foreign Policy in 2003 by Mr. Włodzimierz Cimoszewicz, Foreign Minister of the Republic of Poland ». Varsovie, 22 janvier 2003, http://www.msz.gov.pl/publications/2003/cd3/2_Selected%20statements/030122_Warsaw_Diet_Expose.htm.

_____. « Poland's View on Global Security Issues : Lecture of the Minister for Foreign Affairs of the Republic of Poland, Mr. Włodzimierz Cimoszewicz ». Sydney, 3 mars 2003, http://www.msz.gov.pl/publications/2003/cd3/2_Selected%20statements/030303_Sydney.htm.

_____. « Address by Mr. Włodzimierz Cimoszewicz, Foreign Minister of the Republic of Poland, in the Diet on the participation of a Polish military contingent in the international coalition to force Iraq's compliance with Resolution 1441 of the UN Security Council ». Varsovie, 26 mars 2003, http://www.msz.gov.pl/publications/2003/cd3/2_Selected%20statements/030326_Warsaw_Diet.htm.

Pologne, Premier ministre. « Address by Prime Minister of the Republic of Poland Jerzy Buzek During the Plenary Session of the North Atlantic Assembly ». Varsovie, 31 mai 1999, <http://www.zbiordokumentow.pl/1999/1-2/16.html>.

_____. « Exposé by the Polish Prime Minister, Leszek Miller, to the Diet of the Republic of Poland ». Varsovie, 25 octobre 2001, <http://www.zbiordokumentow.pl/2001/34/07.pdf>.

Pologne, Président. « Decision of the President of the Republic of Poland Concerning the Use in the Peace-keeping Mission in Albania of a Polish Army Unit as a Constituent Part of the North Atlantic Treaty Organisation Forces ». Varsovie, 14 avril 1999, <http://www.zbiordokumentow.pl/1999/1-2/17.html>.

- _____. « Speech by President of the Republic of Poland Aleksander Kwaśniewski Delivered During the Gala Event in Washington, Marking the 50th Anniversary of the Establishment of NATO ». Washington, 23 avril 1999, <http://www.zbiordokumentow.pl/1999/1-2/15.html>.
- _____. « Decision of the President of the Republic of Poland of 16 July 1999 on Deployment of Polish Military Unit in SFOR Stabilisation Force in the Republic of Bosnia and Herzegovina or in KFOR International Force in Federal Republic of Yugoslavia, Former Yugoslav Republic of Macedonia and Republic of Albania ». Varsovie, 19 juillet 1999, <http://www.zbiordokumentow.pl/1999/3/5.html>.
- Pologne. « The National Security Strategy of the Republic of Poland ». Varsovie, 22 juillet 2003, http://www.msz.gov.pl/publications/2003/cd3/6_Publications%20and%20analyses/6.3_030722_Warsaw_NationalSecurityStrategy.htm.
- Poole, Peter A. « Poland Joins the EU ». Dans *Europe Unites: The EU's Eastern Enlargement*. Westport, CT, : Praeger Publishers, 2003, pp. 53-64.
- Serfaty, Simon. « Thinking About and Beyond NATO ». Dans Hall Gardner (dir.), *NATO and The European Union; New World, New Europe, New Threats*. Burlington, VT, et Aldershot : Ashgate, 2004, pp. 79-90.
- Simon, Jeffrey. *Poland and NATO: A Study in Civil-Military Relations*. Lanham : Rowman & Littlefield Publishers, 2004, 195 p.
- Solomon, Gerald B. *The NATO Enlargement Debate, 1990-1997: Blessings of Liberty*. Westport, CT et Londres : Praeger Publishers, 1998, 189 p.
- Szayna, Thomas S. *NATO Enlargement 2000-2015: Determinants and Implications for Defense Planning and Shaping*. Santa Monica, CA, et Arlington, VA : RAND, 2001, 165p.
- Szeptycki, Andrzej. « Pologne : L'engagement en Irak ». Dans Patrice Buffotot (dir.), *La défense en Europe : avancées et limites*. Paris : La Documentation française, 2005, pp. 135-142.
- Taras, Ray. « Poland: Breaking Multiple Barriers ». Dans Ronald Tiersky (dir.), *Europe Today: National Politics, European Integration, and European Security, Second Edition*. Oxford : Rowman & Littlefield Publishers, 2004, pp. 455-485.

- Trzaskowski, Rafal. « Poland ». Dans Antonio Missiroli (dir.), *Bigger EU, wider CFSP, stronger ESDP? The view from Central Europe*. Occasional Papers, no 34. Paris : European Union Institute for Security Studies, avril 2002, pp. 19-25, <http://www.iss-eu.org/>.
- Wendt, Alexander. *Social Theory of International Politics*. Cambridge, UK, et New York : Cambridge University Press, 1999, 429 p.
- Wolczuk, Katarzyna, et Roman Wolczuk. *Poland and Ukraine: A Strategic Partnership in a Changing Europe?* Londres : Royal Institute of International Affairs, 2002, 134 p.
- Zaborowski, Marcin, et Kerry Longhurst. « America's protégé in the east? The emergence of Poland as a regional leader ». *International Affairs*, vol. 79, no 5, 2003, pp. 1009-1028.
- Zaborowski, Marcin. « Poland and Transatlantic Relations in the Twenty-First Century ». Dans Marcin Zaborowski et David H. Dunn (dir.), *Poland: A New Power in Transatlantic Security*. Londres et Portland, OR : Frank Cass, 2003, pp. 123-134.
- _____. *From America's protégé to constructive European: Polish security policy in the twenty-first century*. Occasional Paper no 56. Paris : European Union Institute for Security Studies, décembre 2004, 28 p., <http://www.iss-eu.org/>.
- Zechini, Laurent. « L'Alliance atlantique décide d'activer sa solidarité politique avec les États-Unis ». *Le Monde*, 14 septembre 2001, p. 3.